La Cause

Pour un Front unitaire quadricontinentai contre l'impérialisme et l'exploitation

N°37 • Août 2008 2 € PEUDIES



SOUTIEN TOTAL A LA RUSSIE ET A L'OSSETIE DU SUD FACE A L'AGRESSION DU REGIME FASCISTE GEORGIEN!



Conférence de presse de Luc MICHEL à Soukhoum (République d'Abkhazie) en mars 2007.

otre position est claire. Depuis plusieurs années, nous soutenons activement le combat légitime des « républiques venues du froid » – Ossétie du Sud, Abkhazie et Transdniestrie – pour leur indépendance. Depuis cinq décennies, notre Organisation est aux côtés de tous ceux qui refusent rimpérialisme yankee et l'OTAN, et singulièrement en Eurasie de ceux qui veulent voir remplacer la fausse petite « Europe » de Bruxelles et Strasbourg, prostituée aux USA et « macquée » par l'OTAN, par la véritable Europe libérée de Vladivostok à Reykjavik.

Lorsque nous entendons la France, qui préside l'Union européenne, déclarer que seules des négociations « peuvent permettre de trouver une issue à cette crise » et « réitère l'attachement de la France à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Géorgie dans ses frontières internationalement reconnues », nous avons envie de vomir

Cette France, qui ne cesse de trahir la mémoire et l'œuvre du général de Gaulle, et qui a reconnu l' « indépendance du Kosovo » au déni du droit international, est bien mal placé pour donner des leçons au Caucase. Les « anciens » pays de l'OTAN nous livrent leurs déclarations hypocrites sur leur « préoccupations » et

leurs « demandent de fin des hostilités et la reprise du dialogue ». Les « nouveaux » pays de l'OTAN ne s'enferment pas dans ces précautions oratoires et déclarent leur soutien ferme et entier à la politique d'agression armée du régime de Saakashvilli.

En cela, ils sont les fidèles porte-voix de l'Impérialisme yankee et de ses kollabos de l'U « e » qui inversent la situation en accusant d'incendiaire la Russie alors qu'ils soutiennent la Géorgie qui bombarde et attaque l'Ossétie du sud. L'incendiaire qui crie au feu!

Notons que les déclarations de guerre du petit-Hitler du Caucase se fait sur un fond de drapeau géorgien ET celui de l'Union européenne... qui ne trouve rien à y redire. Révélateur!

Non, leur « Europe » n'est pas et ne sera jamais la nôtre !

L'OTAN, c'est l'instrument de domination et d'occupation des Etats-Unis. L'OTAN, c'est la guerre ! Les Etats-Unis par l'intermédiaire de la Géorgie viennent de déclarer la guerre à la Russie. Et cette déclaration n'a rien d'excessive ; il s'agit d'un simple constat.

Dans une guerre, les bourgeois attendent et se cachent. Mais les hommes et les femmes d'honneur s'engagent et choisissent leur camps.

Nous avons choisi le nôtre, sans hésitation, nous sommes avec la Russie pour l'Eurasie, contre les USA et l'OTAN pour la grande Europe!

Le plus remarquable, c'est que la contre-attaque de la Russie se fait suivant les concepts opérationnels des USA et de l'OTAN. Terrible effet boomerang infligé par le pays du jeu d'échec au pays du poker.

« Moscou semble avoir bien retenu toutes les leçons qui lui ont été données par les grandes puissances ces dernières années, lit-on sous la signature de Vladislav Inozemtsev, directeur du Centre d'étude de la société postindustrielle, dans le quotidien Nezavissimaïa gazeta. En lançant une attaque contre Tskhinvali, la Géorgie n'a pas compris à quel point elle se trompait en misant sur l'absence de réponse militaire de la part de la Russie. Celle-ci s'est déroulée précisément selon les canons élaborés par les pays occidentaux en Yougoslavie, au Timor oriental et en beaucoup d'autres endroits du monde. Deuxièmement, pour la première fois Moscou ne s'est pas contenté de parler "d'intervention humanitaire", mais l'a réalisée dans la pratique. La Russie a enfin compris que cette doctrine occidentale, qui suscite tant de critiques et de railleries dans le pays, peut être utilisée à son avantage (...) Nous avons assisté à une intervention humanitaire bien organisée par la partie russe, et renforcée par des références au mandat donné en son temps par l'ONU aux forces de paix. Troisièmement, la Russie a agi dans le cadre de la doctrine de l'action préventive, si appréciée des Américains. Même les attaques contre les sites militaires géorgiens loin de la zone du conflit, qui ont tant irrité le monde occidental, sont tout à fait justifiées, car elles ont concerné des objectifs qui pouvaient être utilisés pour attaquer les forces russes. Cette logique reproduit le schéma des opérations militaires d'Israël contre le réacteur nucléaire irakien en 1981, et contre la Syrie en 2007. Les Etats-Unis ont éprouvé cette stratégie en Irak en 2003 et voudraient bien la mettre en pratique à l'heure actuelle à l'égard des sites nucléaires iraniens ».

Qui plus est la Russie met en pleine lumière le double langage et l'hypocrisie du camps atlantiste. « L'Ouest s'émeut (sic), condamne la "disproportion" de l'intervention russe (resic), mais le Kremlin ne se prive pas de signaler à ses interlocuteurs occidentaux que leurs propres interventions, que ce soit en ex-Yougoslavie, en Afghanistan ou en Irak, ont rarement été mesurées, précise le Courrier International (Paris, 12 août 2008). Après tout, ce ne sont pas les Russes qui ont inventé le sinistre concept de "choc et stupeur", inauguré par les Américains sur Bagdad en 2003, et qui revient à saturer le territoire ennemi de munitions plus ou moins intelligentes mais surtout de très forte puissance. Il est effectivement un rien hypocrite de la part du Pentagone de dénoncer les frappes russes au moment même où l'US Air Force continue de procéder à des opérations comparables en Irak et en Afghanistan ».

Mais, de notre point de vue, ce conflit a aussi un aspect majeur. Avec le succès total, militaire et diplomatique de la Russie, c'est la victoire qui vient enfin de changer de camp!

Depuis 20 ans, **les nôtres** – je dis les nôtres car notre combat est le même sur les quatre continents, en Europe et en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique latine -, menaient des combats courageux, mais désespérés. La rage au cœur et la colère aux tripes, nous avons soutenu tous ces combats et nous nous sommes engagés à leurs côtés. Face à l'hyper-puissance yankee, ce furent deux décennies de combats de retardement (à l'instar de la Yougoslavie du président Milosevic dont la résistance héroïque a donné une décennie de répit au réveil russe). Mais des combats où nous fument écrasés. Nous avions pris l'habitude de voir nos villes bombardées, nos leaders et nos généraux pourchassés, emprisonnés, assassinés. Nous avons du subir le spectacle des blindés ennemis défilant dans nos cités conquises. De Belgrade à Bagdad, de Pale à Beyrouth, des ruines de l'URSS aux montagnes d'Afghanistan, ces deux décennies furent terribles et longues.

La victoire de l'Armée russe, l'armée de Stalingrad, vient de changer tout cela. Et nous donne notre première victoire depuis 20 ans ! Ce sont nos armées – les Armées de la Troisième Rome – qui cueillent les lauriers de la victoire, nos chars qui défilent victorieusement, nos villes envahies qui sont libérées. L'ennemi nous disait que « l'Histoire était finie », que le monde gris, triste et laid de Washington et Wall-Street était l'horizon inévitable de notre avenir sans espoir.

Mais l'histoire continue!

Et le conflit entre la Russie – la dernière puissance libre en Europe – et Washington nous rappelle que le conflit millénaire entre la Terre – la puissance continentale – et la Mer – la Thalassocratie marchande – n'est pas terminé. Ce fut jadis le conflit de Rome – et Moscou est ici incontestablement au regard de l'Histoire la Troisième Rome – contre Carthage – dont les USA partagent toutes les tares et tous les vices. La bataille du Caucase est le prémisse d'un affrontement qui déterminera le sort de notre Grande Patrie continentale de Vladivostok à Reykjavik. Souvenons-nous de ce que Rome fit à Carthage : Delenda est Carthago !

SOMMAIRE

N° SPECIAL «GUERRE DANS LE CAUCASE»

EDITORIAL

Soutien total à la Russie et à l'Ossétie du Sud face à l'agression du Régime fasciste géorgien! - p.2

DOSSIER

Appel de la résistance ossète : Sauvez notre petite nation de l'annihilation ! Arrêter le génocide des Ossètes ! - p.3

Les Ossètes réclament l'aide de Moscou « contre le fascisme » - p.3

Contre l'agression fasciste géorgienne, des USA et de l'OTAN! Avec la République d'Ossétie du Sud et la Russie! - p.4-5-6-7-8

Entretien avec Jacques BORDE : Via factis otanazie sur le Caucase - p.9-10

La réalité de l'agression géorgienne contre l'Ossétie du Sud - p.11

Humeur : Chic! Je cause « géorgien », enfin, j'croyais - p.12

Moscou est-elle « isolée » ? - p.13

Livraison d'armes ukrainiennes à la Géorgie : La Russie indignée ! - p.13

Saakashvilli, la créature de la propagande yankee - p.15

La Géorgie dans le « Grand Jeu » : Les dessous du Grand Echiquier - p.14-15-16

LIENS Abonnement, Contact - p.8

Le PCN sur Internet WWW.PCN-NCP.COM



APPEL DE LA RESISTANCE OSSETE : SAUVEZ NOTRE PETITE NATION DE L'ANNIHILATION! ARRETER LE GENOCIDE DES OSSETES!

Nous publions ici en solidarité totale l'appel de nos camarades de la Résistance ossète contre le fascisme géorgien. Nous sommes tous des Ossètes ...

epuis l'année 1989, le gouvernement nationaliste et fasciste de Géorgie soutient la politique d'annihilation et de suppression de la population indigène ossète du territoire qu'ils occupent. A partir de 1991, par suite d'actions militaires répétées qui ont été entreprises par les autorités criminelles de Géorgie contre les petites nations, la purge nationale a assassiné des milliers de personnes Ossètes, Abkhazes, Arméniens, Russes. En même temps l'ampleur du génocide fut passé sous silence par les mass media. L'atrocité des fascistes géorgiens, leurs tortures ont surpassé celles des fascistes allemands pendant la deuxième querre mondiale.



La nation géorgienne est en difficulté ; les idées autour de l'unité nationale, justifiant les réclamations territoriales sont réchauffées par les mass media géorgiens. Le gouvernement de Géorgie est financé par les Etats-Unis, qui ont leurs propres intérêts géopolitiques dans la région.

Maintenant la tragédie s'est développée, les Ossètes sont systématiquement tués dans leurs propres maisons, périssent sous les décombres des maisons détruites. Les fascistes géorgiens ont détruit, ont éliminé des villages ossètes, la ville de Tskhinval est en ruines. Il est impossible de compter la quantité de victimes qui ont été enterrées sous les décombres des maisons détruites par le feu des agresseurs géorgiens, on les chiffre par milliers. Les gémissements des personnes sous les décombres sont audibles. L'hôpital de la République où étaient aidés les blessés a été détruit par l'artillerie géorgienne ; sous les décombres se trouvaient des blessés et des employés médicaux qui ne pouvaient pas être libérés sous le feu lourd de l'adversaire.

Ainsi la partie géorgienne déclare cyniquement le retour à l'ordre constitutionnel déclenché et lance des insinuations pour accuser la partie russe ou ossète dans le déclenchement du conflit. Le peuple d'Abkhazie sera la victime suivante de l'extrémisme géorgien.

Nous demandons l'aide, la solidarité, et s'îl est possible la diffusion de notre appel vers les sites internationaux. Que le monde sache la vérité, au lieu du mensonge présenté par les maîtres géorgiens de la falsification. ■

LES OSSETES RECLAMENT L'AIDE DE MOSCOU « CONTRE LE FASCISME »

a guerre a frappé les habitants de Tskhinvali pendant la nuit du 7 au 8 août 2008, quand les forces géorgiennes ont commencé à pilonner massivement la ville.

Maïa Kharibova, correspondante sur place de la Radio Echo de Moscou, reprise par le quotidien russe Kommersant, a déclaré que les citoyens ossètes, dont beaucoup ont la nationalité russe, avaient demandé à Dimitri Medvedev sa protection.

Le journal cite un extrait de leur appel : « L'agresseur géorgien nous détruit. Nous nous sommes réfugiés dans les sous-sols des maisons sous les bombardements. [...] On nous a dit que la Russie disposait d'une puissante aviation. Aidez-nous, s'il en est encore temps. La ville est rasée, les maisons des habitants pacifiques brûlent, les gens ne savent pas où fuir. Nous n'avons qu'un seul espoir, c'est vous. Le peuple d'Ossétie du Sud demande l'aide de la Russie contre le fascisme et la liquidation complète par la Géorgie. »

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

- La suite de notre Dossier « Guerre dans le Caucase »
- Missiles US et expansion de l'OTAN à l'Est :
 Le Drang nach Osten continue !
- Et la Transdniestrie?

N° SPECIAL « GUERRE DANS LE CAUCASE »

LA VERITE SUR LE GRAND JEU DANS LE CAUCASE POUR LE CONTROLE DE L'EURASIE :

CONTRE
L'AGRESSION
FASCISTE
GEORGIENNE,
DES USA
ET DE L'OTAN!
AVEC
LA REPUBLIQUE
D'OSSETIE
DU SUD
ET LA RUSSIE!

Par Luc MICHEL & Fabrice BEAUR

Vingt ans après la guerre froide, un nouveau monde se dessine. Et chacun doit comprendre que la Russie, un temps déboussolée par l'éclatement de l'empire soviétique, entend y

l'éclatement de l'empire soviétique, entend y tenir toute sa place. Celle d'une grande nation. L'offensive militaire lancée contre la Géorgie était l'occasion offerte d'en apporter la preuve. Pour des raisons stratégiques, économiques et culturelles, Moscou veut rester maître du Caucase. Et le demeurera. » (Le Temps, Genève, 13 août 2008)

« L'invasion de la Géorgie par la Russie frappe le cœur des valeurs occidentales et de notre système de sécurité au XXIe siècle (...) la Géorgie est devenue l'avant-garde de la lutte des Etats-Unis et de l'OTAN contre la Russie. »

(Saakashvilli dans le Washington Post, quotidien américain)

"The bombs that are falling on us, they have an inscription on them: This is for NATO. This is for the U.S."

(Saakashvilli, sur CNN)

« La Géorgie n'a pas agi seule, de nombreux pays européens et les Etats-Unis sont responsables du génocide du peuple sudossète. »

(Edouard Kokoïty, Président d'Ossétie du Sud, 13 août 2008)

« La Géorgie ne se serait pas décidée à une opération militaire contre l'Ossétie du Sud si elle ne se sentait pas soutenue par des forces influentes à l'étranger. Des centaines d'inspecteurs américains ont participé à la formation de ses forces armées, tandis plusieurs pays ont fourni des armements modernes à Tbilissi. Avec les promesses d'admission de la Géorgie à l'OTAN, tout cela a redonné du courage à l'administration géorgienne. »

(M. Gorbatchev)

« Un coup mortel a été porté à l'intégrité territoriale de la Géorgie (...) Il est difficile de s'imaginer comment il serait possible après tout ce qui s'est passé (...) de convaincre l'Ossétie du Sud de faire partie de l'Etat géorgien. »

(Vladimir Poutine, Vladikavkaz, 9 août 2008)

« Il (Hitler) avait lui aussi été démocratiquement élu... Saakashvilli est un homme aux idées nazies, car seul le nazisme admet l'extermination d'un autre peuple. »

(Dimitri Rogozine, ambassadeur russe auprès de l'OTAN)

« Vous savez ce qui différencie les déments des autres personnes ? C'est que lorsqu'ils sentent l'odeur du sang, il est très difficile de les arrêter, de sorte qu'il faut recourir à la chirurgie. »

(Dimitri Medvedev, Président russe, à propos de Saakashvilli, 13 août 2008) l'époque de l'URSS, l'Ossétie du Sud avait le statut de « région autonome » au sein de la RSS de Géorgie. « Les peuples minoritaires – ossètes, abkhazes, adjars, etc. –

avaient reçu en 1922 de Lénine et Staline ... un statut d'autonomie culturel et administratif au sein de la République. Ce statut n'était pas une simple fiction et il leur a permis de développer leur langue et surtout d'affirmer leur identité culturelle. La fin de l'URSS a sonné le glas de cette Géorgie multiethnique » précise Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française. En 1991, elle a proclamé son indépendance envers Tbilissi après la suppression de son autonomie par le premier président géorgien Gamsakhourdia, « qui récusait toute différence nationale sur le sol géorgien ». « La Géorgie aux Géorgiens ! », clamait le président de l'époque, Zviad Gamsakhourdia, un écrivain amateur de Shakespeare qui s'empressa, entre autres, d'abolir les statuts d'autonomies concédés par le pouvoir soviétique à l'Abkhazie et à l'Ossétie du Sud au sein de la Géorgie. Tbilissi a définitivement perdu le contrôle du territoire sud-ossète en 1992 à la suite d'un conflit meurtrier, déclenché, déjà, par la Georgie seule. Deux référendums, en 1992 et en 2006, ont affirmé et confirmé la volonté d'indépendance des Sud-Ossètes et leur désir de rattachement à l'Ossétie du Nord, qui fait partie de la Fédération de Russie. « Depuis une quinzaine d'années, presque une génération, l'Ossétie du Sud vit sans la Géorgie, presque sans Géorgiens, et sans la langue géorgienne. La brutalité de Tbilissi, quand la Géorgie a voulu bloquer les velléités d'indépendance de la région après l'effondrement de l'Union Soviétique, a suscité une rancœur considérable » précise Peter Lavelle sur Russia Today. Depuis 17 ans, la République sud-ossète est une réalité!

Spécialiste de la Russie et auteur d' « A la Conquête du Caucase », Eric Hoesli (LE TEMPS, Genève, 12 août 2008) rappelle qu' « il n'y a pas une, mais des Géorgie. De nombreuses minorités ethniques, proches de la Turquie, de l'Arménie ou de l'Azerbaïdjan, sont très insatisfaites de la politique de Tbilissi. Il faut dire que la Géorgie a lancé sous Staline un vaste mouvement d'homogénéisation nationale pour créer un seul peuple. Ce nationalisme géorgien existait déjà dans les années 1920, quand des entités comme l'Ossétie bénéficiaient d'une certaine autonomie régionale. Mais il s'est fortement renforcé avec l'effondrement de l'Union soviétique. La Géorgie a voulu imposer une seule langue, une seule religion, une seule nation. Dès l'indépendance, des lanques et des écoles d'ethnies minoritaires ont été supprimées. Ces actions militaires ou administratives ont provoqué de très fortes réactions des populations locales. Aujourd'hui, bon nombre de minorités ne veulent pas entrer dans l'ensemble géorgien. Je rappelle qu'en Ossétie deux référendums ont été très fortement défavorables au pouvoir géorgien. Idem en Abkhazie. »

LA LOGIQUE DE GUERRE DU REGIME SAAKASHVILI AUX ORDRES DE L'OTAN

Dans la nuit du 7 au 8 août, les troupes géorgiennes ont fait intrusion sur le territoire de la république d'Ossétie du Sud et ont soumis sa capitale, Tskhinvali, à des tirs. Une grande partie de la ville est détruite. Les autorités sudossètes font état de nombreuses victimes civiles, près de 1.600.

Il y a également des morts parmi les soldats de la paix déployés dans la zone du conflit. La Russie a immédiatement envoyé des troupes en Ossétie du Sud afin d'y repousser l'assaut lancé par Tbilissi. La Russie avait annoncé dès le début de l'invasion géorgienne, par la voix de son Premier ministre Vladimir Poutine, qu'elle riposterait après la mort de ses soldats à Tskhinvali. Le Président Dmitri Medvedev avait quant à lui assuré que la Russie défendrait ses « compatriotes » d'Ossétie du Sud et a promis de punir les responsables des attaques. Devant l'Armée russe, et malgré la présence de milliers de mercenaires, les forces géorgiennes se sont effon-

drées et ont perdu le contrôle même du territoire national. La punition méritée de Saakashvilli est sévère! Pire encore pour Tbilissi, l'agression contre l'Ossétie du Sud entraîne l'engagement de l'autre République, l'Abkhazie, liée à elle (ainsi qu'à la Transdniestrie) par des accords d'assistance militaire au sein de la « Communauté pour la démocratie et les droits des peuples » qui unit les trois Républiques venues du froid. Les forces abkhazes achèvent de libérer le territoire national en reprenant aux géorgiens les Gorges de Kodori, un territoire frontalier dont Tbilissi s'était emparée par un coup de force réussi en 2006

Vae victis ! La paix dans la zone du conflit osséto-géorgien était pourtant jusqu'à ce 7 août 2008 maintenue par un contingent composé de trois bataillons (russe, géorgien et ossète), fort de 500 hommes chacun. L'organe chargé de régler le conflit – la Commission mixte de contrôle – est coprésidé par la Russie, la Géorgie, l'Ossétie du Nord et l'Ossétie du Sud. Depuis quelque temps, les autorités géorgiennes remettaient en cause le format de la commission, avec l'appui et à l'instigation des USA. Le régime fantoche et dictatorial – élection truquées, opposants muselés, exilés ou assassinés – géorgien de Saakashvilli n'étant que le Quisling yankee du Sud-Caucase.

Depuis de longs mois, la Géorgie lançait provocations sur provocations : tirs à la roquette, aux mortiers sur les villages ossètes ainsi que tirs de sniper sur la population civile et agressions de toutes natures contre le contingent russe de la force d'interposition multinationale.

Le gouvernement de la République d'Ossétie du Sud avait pourtant gardé tout son calme en refusant la plupart du temps de riposter. L'Ossétie du sud avait même acceptée de discuter une fois encore avec la Géorgie ce vendredi 8 août, sur demande de Tbilissi pour apaiser la situation dont elle n'est pourtant pas responsable.

Mais la Géorgie avait une autre idée en tête : lancer son agression armée pour envahir l'Ossétie. Un plan qu'elle prépare depuis de longs mois. Aujourd'hui, les avertissements du gouvernement d'Ossétie du Sud concernant les préparatifs de guerre de la Géorgie prennent tous leurs sens. Aujourd'hui, les multiples provocations géorgiennes depuis plusieurs mois contre l'Ossétie du Sud, contre l'Abkhazie et contre les militaires russes de maintien de la paix trouvent leur aboutissement logique et voulu par Tbilissi : LA GUERRE!

SAAKASHVILLI : UN REGIME FASCISTE ET MILITARISTE A METTRE AU BAN DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

Depuis plusieurs années, avec l'aide de l'OTAN et l'argent des USA, la Géorgie surarmait, multipliait les provocations et préparait la guerre pour reprendre de force le contrôle des républiques d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. En frappant la plus petite de ces républiques, au moment où le monde entier avait les yeux tournés vers Pékin et l'ouverture des Jeux olympiques (et au mépris de la séculaire Trêve olympique), en utilisant le bombardement aveugle et terroriste des cibles civiles ossètes (comme à Guernica et Rotterdam). le régime Saakashvilli a honteusement imité les méthodes du Reich nazi. Et aussi celles de son maître Bush en Irak et en Afghanistan. On notera que comme jadis Hitler, Saakashvilli parle de la paix et prépare la querre. Exactement une heure avant de lancer la meute sanglante ses soudards formés par des conseillers yankee et israéliens contre les civils ossètes innocents, le petit Hitler géorgien appelait « à des pourparlers » (sic). Un tel psychopathe est un danger permanent. Pour ses voisins comme pour son propre peuple. Il est temps de mettre ce régime meurtrier au ban de la Communauté internationale.

Comme le réclame légitimement la Russie. « Les déclarations des dirigeants géorgiens mettent en doute la capacité de la Géorgie à être membre de la communauté internationale », a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, commentant les récents événements en Ossétie du Sud. « Le fait que le président géorgien se déclare résolu à persévérer est regrettable. Tout cela est dit avec en toile de fond le drapeau géorgien mais aussi le drapeau de l'UE », a indiqué le ministre. Selon M. Lavrov, les actes entrepris par les dirigeants géorgiens contre le peuple sud-ossète « mettent en doute la valeur intrinsèque de la Géorgie en tant que membre de la communauté internationale et en tant qu'Etat ».

Ajoutons qu'au regard du Droit international, l'agression géorgienne viole les accords de maintien de la Paix signé par la Géorgie, la Russie, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, sous l'égide de l'ONU. Au terme d'un accord de cessez-le-feu conclu en juin 1992, une force d'interposition tripartite composée de 500 soldats ossètes, géorgiens et russes, avait été créée, et déployée le long de la frontière entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud pour maintenir le statu quo. La Géorgie commet « une violation du droit international » en cherchant à régler de façon militaire la crise avec la république séparatiste d'Ossétie du Sud, reprochait le jour même de l'agression le ministre délégué allemand aux Affaires étrangères Gernot Erler. Parlant sur la radio NDR Info, le numéro deux de la diplomatie allemande estimait qu'il y avait alors de plus en plus de signes indiquant que le président Mikhaïl Saakashvilli entendait résoudre militairement le différend avec la province séparatiste, les combats constituant une rupture du cessez-le-feu de 1992 surveillé par une force internationale. « Dans cette mesure il s'agit aussi d'une violation du droit international, dès lors que l'on tente ici d'agir par la voie militaire ».



Edouard KOKOÏTY, Président héroique de la courageuse et martyre République d'Ossétie du Sud.

L'ARME DE LA TERREUR : LA GEORGIE A MENE UN NETTOYAGE ETHNIQUE CONTRE LE PEUPLE OSSETE

A trois kilomètres de la capitale ossète ce 8 août, le bruit du passage des avions et des explosions était assourdissant, et l'on pouvait apercevoir de nombreuses habitations en flammes.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a affirmé avoir reçu des rapports faisant état de nettoyage ethnique dans des villages d'Ossétie du Sud. « Nous recevons des rapports selon lesquels une politique de nettoyage ethnique est menée dans des villages d'Ossétie du Sud; le nombre de réfugiés augmente, la panique s'étend, les gens tentent de sauver leur vie », at-il déclaré lors d'une intervention télévisée.

Marat Koulakhmetov, commandant de la mission de paix russe en Ossétie, a déclaré que les bombardements géorgiens avaient « presque totalement détruit » Tskhinvali. Selon le comité sud-ossète pour la presse, les destructions à Tskhinvali sont catastrophiques. Des civils se cachent dans des sous-sols. Des rues entières sont détruites, l'hôpital central où des opérations étaient pratiquées il y a peu dans les couloirs est anéanti, l'université locale est en flammes, détaille le comité.

La Géorgie a lancé la tactique de la « terre brûlée » en rasant cinq villages ossètes, a aussi déclaré le représentant des autorités sud-ossètes à Moscou, Dmitri

Medoïev. « Cinq localités qui se trouvaient à la frontière avec la Géorgie ont été entièrement rasées et sont actuellement nivelées sous les chenilles des chars », at-il déclaré à la presse. Des gens pourraient encore se trouver sous les décombres à Khetagourovo, Dménissi, Mougouti et dans deux autres localités, mais les autorités sud-ossètes sont incapables de les aider. « La situation frise la catastrophe humanitaire », a déploré M. Medoïev.

Alors que la propagande géorgienne niait cette catastrophe, le CICR confirmait le drame du peuple ossète. « La situation humanitaire demeure très grave », a alerté lundi le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Si la violence se propage au-delà de l'Ossétie du Sud, la priorité du CICR est Tskhinvali, son chef-lieu, où « la population est sans électricité, sans eau et sans services de base », explique Carla Haddad, du CICR à Genève. « Nous cherchons à déterminer les besoins pour apporter une réponse humanitaire appropriée mais nous n'avons pas accès à l'Ossétie du Sud, pour des questions de sécurité. Des combats ont encore eu lieu lundi. Nous avons émis un appel pour un accès sans entrave. » Selon la porte-parole, « il est très difficile de déterminer combien de personnes sont restées à Tskhinvali. Quant aux déplacés, ils se comptent par milliers et nous n'avons pas encore d'idée claire du nombre de blessés et de morts civils. Cela dépendra de nos évaluations en hôpitaux. » Côté russe, en Ossétie du Nord, où les gens ont fui l'Ossétie du Sud, « l'afflux de visites confirme que les hôpitaux font face à un grand nombre de morts et de blessés », ajoute le CICR.

IL FAUT JUGER SAKHASVILI POUR CRIMES DE GUERRE!

De nombreux crimes de guerre ont été commis par les forces géorgiennes : meurtres de civils, prises d'otage civil, exécutions de prisonniers de guerre russes et ossètes, tirs sur des civils après la fin des combats, entre autre. Voici par exemple le témoignage d'un journaliste présent à Tskhinvali (Blog sur Courrier International, Paris, 9 août 2008): « En quittant Tskhinvali le 8 août, les Géorgiens ont pris en otage des habitants de la ville, des non belligérants, il est impossible de déterminer le nombre d'otages. Se méfiant des barbares géorgiens, les habitants de Tskhinvali ont fermé les portes à double tour, les bloquant de l'intérieur avec ce qu'ils pouvaient. les civiles ne sont pas armées. Ils ont pris des haches avec eux, afin de ne pas risquer de se faire torturer. Il y a des témoignages de ce que l'on décapite des otages. Hier, les tanks géorgiens ont tirés sur les habitations encore debout après l'assaut ».

Saakashvilli doit être poursuivi en justice pour ces incontestables crimes de guerre. Comme le demande légitimement la République sud-ossète.

« Des poursuites pénales doivent être engagées, contre le président géorgien Mikhaïl Saakashvilli et son entourage », a déclaré Dmitri Medoev, représentant du président sud-ossète en Russie lors d'une conférence de presse à Moscou. « Aujourd'hui, l'Europe juge Radovan Karadzic, ancien leader des Serbes de Bosnie pour avoir prétendument donné l'ordre de bombarder des villes et des agglomérations pacifiques. Saakashvilli a adopté la même conduite : il ordonne de bombarder des villages pacifiques », a déclaré Medoev.

Le Parquet général russe a annoncé ce 14 août l'ouverture d'une enquête judiciaire pour « génocide » en vue d'élucider les meurtres de ressortissants russes en Ossétie du Sud, en conflit avec la Géorgie. « Compte tenu des informations recueillies sur les actes commis par les forces armées géorgiennes en vue d'exterminer les ressortissants russes, résidant en Ossétie du Sud et d'origine ethnique ossète, au moyen de meurtres et de lésions corporelles intentionnelles graves, une action pénale a été intentée pour génocide en vertu de l'article 357 du Code pénal russe », a déclaré un porte-parole du Comité d'enquête auprès du Parquet général. Une centaine d'enquêteurs russes sont actuellement à pied d'oeu-

vre à Tskhinvali pour élucider la mort massive de civils et de soldats des forces russes de maintien de la paix. Le 10 août dernier, le président russe Dmitri Medvedev avait chargé le Parquet général de recueillir les pièces à conviction liées aux crimes commis en Ossétie du Sud, accusant la Géorgie de « génocide » vis-à-vis de la république autoproclamée. Il faut « tout faire pour recueillir des preuves des crimes commis en Ossétie du Sud pour traduire en justice les personnes coupables de ces crimes », a déclaré M. Medvedev lors d'une rencontre avec le président du Comité d'enquête Alexandre Bastrykine. « La Géorgie a soumis l'Ossétie du Sud à une agression cynique, des civils ont été tués. Il s'agit de nos concitoyens - habitants de l'Ossétie du Sud et soldats de la paix », a indiqué le président russe. « Les actions géorgiennes ne sont rien d'autre qu'un génocide, parce qu'elles ont un caractère massif et visent les civils et les soldats chargés de maintenir la paix dans cette région », a conclu M. Medvedev. La Russie a également proposé de créer un tribunal international en vue de châtier les auteurs de la « catastrophe humanitaire » de Tskhinval.

REGION STRATEGIQUE, OLEODUCS ET PETROLE : GEOPOLITIQUE DU CONFLIT CAUCASIEN

La Géorgie est située au coeur de la région stratégique du Caucase, point de passage d'importants oléoducs et lieu de tensions entre les influences russe et occidentale. C'est aujourd'hui l'épicentre du « Grand Jeu » entre la Russie – hégémon de l'Eurasie et cœur de l'Europe véritable et libre – et les USA soutenus par leur alliance coloniale de l'OTAN. C'est un des principaux fronts pour la domination de l'Eurasie, qui commande en géopolitique celle du monde. Eternel conflit entre la Terre (la puissance continentale) et la Mer (la thalassocratie, l'empire marchand des mers), amorcé il y a 2.500 ans entre Rome et Carthage.

Il faut rappeler dans ce dossier l'antagonisme fondamental qui oppose l'axe « Bakou-Tbilissi-Ankara » – en fait le tracé de l'oléoduc « BTC » – à l'axe « Moscou-Erevan-Téhéran », à l'ombre duquel se profile le conflit opposant l'Azerbaïdjan à l'Arménie à propos du Nagorno-Karabakh. D'un point de vue géopolitique, l'orientation pro-occidentale de la Géorgie contribue à isoler géographiquement l'Iran de la Russie, son allié de circonstance, et cet élément est à prendre en compte dans l'analyse de la situation actuelle.

Fedor Loukianov, rédacteur en chef de la revue Rossiïa v globalnoï politike (La Russie dans la politique globale), rappelait pour RIA Novosti les enjeux planétaires du conflit caucasien et les effets pervers du Dossier du Kosovo - où les USA et leurs valets de l'OTAN et de l'UE ont proclamé l'indépendance unilatérale d'un protectorat occidental - : « Pourquoi la situation autour de la Géorgie, plus précisément autour des deux conflits non réglés sur son territoire, s'est-elle autant détériorée cette année ? Bien entendu, l'absence elle-même de statut définitif rend la situation explosive, et la coïncidence de quelques circonstances peu importantes suffit parfois pour "réchauffer" un conflit "gelé". Cependant, cette fois, il s'agit de changements de principe, qui sont le résultat de processus fondamentaux. La proclamation unilatérale, en février dernier, de l'indépendance du Kosovo vis-àvis de la Serbie a été le principal facteur qui a déterminé l'évolution des événements. On pourrait disserter indéfiniment sur la question de savoir si cela constitue ou non un précédent juridique, mais la politique réelle va son train. Moscou et de nombreuses autres capitales du monde y ont vu un nouveau pas dangereux vers la dégradation du droit international et le triomphe de l'approche arbitraire du règlement des problèmes mondiaux. La Russie a choisi une liane considérée au Kremlin comme une sorte de compromis. Ce qui s'est produit dans les Balkans ne pouvait pas laisser Moscou indifférent. Mais, pour ne pas attiser les passions, la Russie n'a pas reconnu Soukhoumi et Tskhinvali (même si, après le

Kosovo, les dirigeants russes considéraient qu'ils avaient le droit d'agir de façon analogue à l'égard de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud). La Russie est toujours prête à reconnaître l'intégrité territoriale formelle de la Géorgie en vue de ne pas embrouiller une situation déià complexe. Mais, en même temps, elle entretient des rapports à part entière avec les deux anciennes autonomies. Cette approche s'est manifestée avec le retrait de la Russie du régime des sanctions contre l'Abkhazie, et le décret sur l'octroi d'une "aide concrète" aux habitants de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, signé en avril par le président russe. Tbilissi comprend qu'après la proclamation de l'indépendance du Kosovo les perspectives de rétablissement de l'intégrité territoriale du pays sont devenues encore plus floues. Si l'on accepte le statut quo consécutif aux actions de la Russie, dans un an ou deux, évoquer même la possibilité théorique d'une réintégration sera totalement insensée. L'Abkhazie sera un élément de l'immense complexe économique des Jeux olympiques de Sotchi. L'Ossétie du Sud, quant à elle, est déjà de fait une région subventionnée par la Fédération de Russie. Pour casser cette tendance, Tbilissi doit agir énergiquement, ce qui suppose des initiatives diplomatiques, une pression militaire, ainsi que d'attirer l'attention des alliés en Occident, y compris par le biais du maintien et de l'attisement de la tension. »

Le tout avec en arrière plan la course aux réserves de pétrole et de gaz, l'un des enjeux majeurs du « Grand Jeu », comme le rappelle Le Temps (Genève, 9 août 2008): « Les immenses réserves gazières et pétrolières de la mer Caspienne ont accru l'importance géostratégique du Caucase, à nouveau au cœur d'un « grand jeu » opposant la Russie et les Etats-Unis En Transcaucasie d'anciennes républiques soviétiques comme l'Azerbaïdjan, puissance émergente grâce à ses richesses en hydrocarbures, et la Géorgie se sont rapprochées des Occidentaux. Ces derniers ont financé la construction de l'oléoduc BTC, qui porte le pétrole azéri jusqu'à la Méditerranée. Un gazoduc, Nabucco, est en projet avec, pour les Européens, l'idée de réduire leur dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie. L'administration américaine appuie en outre la candidature géorgienne à I'OTAN. L'Azerbaïdjan, musulman et turcophone, entretient d'étroites relations avec la Turquie, pilier du flanc sud-est de l'Alliance atlantique. Les Russes dénoncent « un encerclement »... »

L'OTAN C'EST LA GUERRE!

« Les dirigeants géorgiens considèrent également le rapprochement avec l'OTAN et leur future adhésion à cette organisation comme un instrument permettant de garan-

tir l'intégrité territoriale du pays. Cette position de Tbilissi est d'ailleurs partagée par Washington », analyse aussi Fedor Loukianov. Le point de vue de l'OTAN est particulièrement pervers : « Suivant cette logique, la faiblesse manifestée par l'Alliance en avril, où il s'est avéré impossible d'approuver l'octroi du Plan d'action pour l'adhésion à l'OTAN à la Géorgie et l'Ukraine, a incité la Russie à lancer des actions plus fortes en direction d'une "annexion" des territoires contestés. Par conséquent, si on laissait clairement entendre à Moscou que la décision sera prise, cela contribuerait probablement à la stabilisation » Mais « Le point de vue de la Russie est diamétralement opposé: plus on se rapproche d'un changement du statut de la Géorgie dans ses contacts avec l'OTAN, et plus la probabilité d'actions décisives de Moscou visant à reconnaître les territoires que Tbilissi ne contrôle pas se fait grande. Parce que n'importe quels engagements formels pris par l'Alliance de l'Atlantique Nord peuvent être interprétés par la Géorgie comme la possibilité d'un règlement par la force de ces conflits. »

C'est bien l'OTAN qui a été le facteur déclencheur décisif de cette guerre et de l'agression géorgienne. Peter Lavelle, spécialiste américain de la Russie et de l'Europe de l'Est, explique les enjeux du conflit sur son blog (il anime l'émission "In Context" sur la chaîne de télévision anglophone Russia Today, le CNN russe. Il a travaillé pour Asia Times Online, The Moscow Times, Radio Free Europe/Radio Liberty, United Press International, pour n'en citer que quelques-uns) : « Pourquoi l'Ossétie du Sud, et pourquoi maintenant ? Il faut replacer les événements dans le contexte plus général des ambitions atlantistes du [président géorgien] Mikhaïl Saakashvilli II lui faut unifier son pays s'il veut que I'OTAN tienne ses promesses. [Lors du dernier sommet de l'OTAN, début avril, Tbilissi s'était vu refusé le MAP (Membership Action Program, ou Plan d'action pour l'adhésion. Néanmoins, l'OTAN pourrait donner une réponse positive lors du sommet de décembre]. Il souhaite désespérément y parvenir avant la date butoir du mois de décembre, quand l'Alliance se réunira à nouveau. (...) Saakashvilli s'est trompé sur toute la ligne. Le recours à la force (...) montre seulement à quel point son projet d'une Géorgie unie est en faillite. Il rêve de réconciliation par les armes. Mais comment peut-on vraiment et honnêtement surmonter les divergences en collant un pistolet sur la tempe de son voisin ? »

L'AGRESSION GEORGIENNE EST AUSSI UNE GUERRE "MADE IN USA"

L'implication des Etats-Unis dans la sanglante agression géorgienne est évidente.



Soutien actif du PCN aux Républiques du Caucase: Le Ministre des Affaires étrangères d'Abkhazie Sergueï Shamba avec Luc Michel à Soukhoum en mars 2007.

Comme le précise le député russe Vladimir Vassilyev, chef du comité pour la Sécurité de la Douma (chambre basse du parlement russe), « La Géorgie n'aurait pas pu lancer de campagne militaire en Ossétie du Sud sans la participation des Etats-Unis. La Géorgie n'aurait rien pu faire sans le soutien des Etats-Unis ». Selon lui, aux cours des dernières années, le président géorgien Mikhail Saakashvilli a tout fait pour augmenter le budget militaire du pays. « Le pays se préparait à des actions militaires », a souligné le parlementaire russe.

La Russie souhaite la paix dans la région et envisage de poursuivre sa mission de paix conformément aux engagements pris. Pour le moment, le principal, c'est de ne pas lutter contre l'agression, mais de rétablir la paix dans la région, a conclu le député.

Une analyse que partage Fedor Loukianov : « La position des Etats-Unis joue ces derniers mois un rôle particulier, pour l'essentiel, déstabilisateur, A six mois de l'expiration de son mandat présidentiel, George W. Bush a besoin de quelques succès internationaux, afin d'éviter que son héritage dans l'arène mondiale ne soit constitué d'une série d'échecs. L'approbation du Plan d'action pour l'adhésion à l'OTAN (MAP) pour l'Ukraine et la Géorgie (ou ne serait-ce que pour l'une ou l'autre) lors de la rencontre ministérielle de l'Alliance en décembre prochain devient presque la dernière chance d'obtenir un acquis réel. D'où la pression croissante exercée sur les alliés européens, qui doutent de l'opportunité de ces décisions, et le soutien apporté à la Géorgie qui se fait de plus en plus évident. En témoigne, entre autres, la récente visite effectuée par la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice à Tbilissi. Naturellement, la Géorgie considère cette position très nette de Washington comme un fondement pour des actions plus éneraiaues ».

Une source Atlantiste confirme cette analyse. David Phillips, un spécialiste de la Géorgie à l'Atlantic Council, estime que le président géorgien, Mikhaïl Saakashvilli, a reçu « des signaux contradictoires » de la part de la Maison-Blanche dans les semaines qui ont précédé le conflit. « Condoleezza Rice lui avait clairement demandé de ne pas envoyer de troupes en Ossétie du Sud », explique-t-il. « Il a dû recevoir des messages différents de la part de l'entourage de George Bush ou de Dick Chenev ».

Ajoutons – ce qu'aucun média français n'avait signalé – qu'un exercice militaire conjoint Georgie-Etats-Unis, "Immediate Response 2008", impliquant plus de 1000 soldats US, s'était tenu pendant 3 semaines sur la base militaire de Vaziani, près de Tbilissi. Les manœuvres s'étaient terminées le jeudi 7 août, le jour même de l'attaque

géorgienne... Et la base fut bombardée par l'aviation russe, on comprend maintenant pourquoi...

Tout ceci confirme les conclusions d'Andrei Frolov, analyste militaire russe : « L'administration américaine était forcément au courant. La Géorgie s'est préparée depuis longtemps à ce conflit. Son budget militaire est passé de 300 à 900 millions de dollars entre 2004 et 2007. Les États-Unis ont aidé à cette modernisation. Leurs instructeurs sont présents sur place. Il est évident qu'ils étaient au courant. Hasard ou non, quelques jours avant le conflit, de hauts représentants du département d'État américain étaient à Thilissi pour discuter de la situation »

Rappelons enfin que Washington a proclamé au début de la décennie le Caucase « zone d'intérêts nationaux américains ».

LA RUSSIE EN ETAT DE LEGITIME DEFENSE

Spécialiste de la Russie et auteur d' « A la Conquête du Caucase », Eric Hoesli (Le Temps, Genève, 12 août 2008), apporte son analyse : « La riposte russe en Ossétie du Sud est un processus classique du retour en force de la Russie dans une zone directement liée à ses intérêts sécuritaires. C'est d'autant plus important que son influence dans le Caucase s'est considérablement érodée au cours des années 1990. Ce n'est donc pas une surprise si l'axe de la politique russe dans la région caucasienne est de refuser l'extension de l'OTAN aux Etats frontaliers de Moscou (...) Pour la Russie, l'OTAN est une alliance militaire hostile qui cherche à l'encercler. Les Russes n'ont pas oublié le rôle offensif de l'Alliance atlantique en Afghanistan ou en Serbie. Le présent conflit est, pour la Russie, un test de crédibilité ».

A cela s'ajoutent les humiliations imposées à la Russie par l'Occident depuis 1991 et la place du Caucase dans l'inconscient collectif russe : « Aux yeux de la Russie de Poutine et de Medvedev, qui a conquis un nouveau statut de puissance énergétique, la Géorgie constitue un concentré de sujets sensibles. Par sa volonté incompressible d'adhérer à l'OTAN, elle symbolise l'arrogance d'un Occident qui a profité du chaos russe des années 1990 pour tenter de pousser son avantage stratégique (OTAN) jusqu'aux portes de la Russie. Sans concertation. La Géorgie appartient aussi à un espace géopolitique caucasien qui a nourri au fil des siècles la psyché russe et qui continue de susciter les convoitises en raison des hydrocarbures de la mer Caspienne et de l'Asie centrale »

Hélène Carrère d'Encausse éclaire les raisons profondes de la riposte russe : « Ce qui est au cœur du conflit pour Moscou, c'est la puissance perdue il y a près de

vingt ans, l'humiliation d'un pays privé d'Empire et qui a essayé vainement de construire avec ses anciennes possessions une communauté d'un type nouveau, tandis que ses partenaires potentiels se dressaient contre lui et se tournaient vers l'Occident, les États-Unis, avant tout. De plus, il a été insupportable à la Russie que les États-Unis, qui dominaient seuls la scène internationale, s'emploient à l'éliminer de ses terrains traditionnels en Asie centrale et au Caucase. Pendant près de vingt ans, la Russie a dû faire face à ce déclin de puissance, à l'élargissement de l'Otan à ses frontières, à un jeu international où elle n'était plus entendue, même si elle conservait son statut de membre permanent du Conseil de sécurité. La popularité de Vladimir Poutine, au terme de deux mandats présidentiels, tient à ce qu'il incarne le sursaut russe et le refus du déclin. Dans cette tentative d'écarter la Russie de la scène internationale, la Géorgie a tenu une place particulière ».

Face à son encerclement, la Russie était dans cette crise en état de légitime défense. Elle a mené une action vitale pour sa survie. Comme l'analyse Bernard Guetta (Le Temps & Libération, 15 août 2008) : « La Russie savait que, si elle se retirait d'Ossétie du Sud sans réagir, elle ouvrirait immédiatement les portes de l'OTAN à ses voisins ukrainien et géorgien, ce dont elle ne veut pas plus que les Etats-Unis d'une adhésion du Mexique et du Canada à un Pacte militaire dominé par Moscou. La riposte a été d'autant plus immédiate que la Tchétchénie et les républiques russes du Caucase du Nord auraient vite posé des problèmes au Kremlin s'il n'avait pas montré sa force ». Et face au bellicisme exacerbé de Washington et de l'OTAN, c'est la paix de l'Europe et du monde qu'a maintenu la Russie : « C'est l'embrasement d'une région charnière qui menaçait non seulement la Russie, mais aussi l'Europe et le monde ».

MEDIAMENSONGES: LA GUERRE EST AUSSI ET SURTOUT MEDIATIQUE!

Il faut aussi parler de la couverture du conflit ossétogéorgien par les médias européens aux ordres de l'OTAN.

Ainsi les communautés russes dans les pays membres de l'Union européenne, réunies à Vienne le 13 août 2008, sont préoccupées par la présentation tendancieuse des événements en Ossétie du Sud dans les médias occidentaux. « Nous, représentants des 10 millions de Russes vivant dans les pays de l'UE, sommes profondément étonnés et préoccupés par la tendance de certains médias européens à couvrir de manière subjective et partiale les événements en Ossétie du Sud », indique la Lettre ouverte adressée aux responsables de l'Union européenne et du Parlement européen par les présidents des conseils de coordination des amicales russes dans les pays membres de l'Ue. Les publications de la presse européenne amènent le public à déduire qu'il s'agit d'une agression perpétrée par la Russie contre l'Etat géorgien souverain. « Cela étant, on omet de dire que c'est la Géorgie qui a pris l'initiative d'employer la force armée pour régler un conflit politique, ce qui est foncièrement contraire aux normes du droit international, et que la Russie n'a fait qu'adopter des mesures de rétorsion – d'ailleurs parfaitement adéquates – pour protéger la population sud-ossète contre le génocide et les soldats de la paix déployés en Ossétie du Sud conformément à des traités internationaux, contre l'extermination », lit-on dans la lettre. « Nous sommes également préoccupés et étonnés par le fait que le président géorgien fasse ses déclarations sur fond de drapeau de l'Union européenne », poursuit le document. « Comme la Géorgie n'est pas membre de cette organisation, cela ne signifie qu'une chose : l'Union européenne approuve les dirigeants géorgiens et les encourage à mener des opérations armées contre leur propre peuple », souligne la lettre. « Citoyens et habitants de l'Union européenne, nous ne voulons pas partager la responsabilité du déclenchement des hostilités ni



Soutien actif du PCN aux Républiques du Caucase: De gauche à droite : Luc Michel (Président du PCN), le Président Abkhaze Sergueï Bagapsh, Grigori Maracutsa (PMR, Président de l'Assemblée parlementaire de la Communauté " Pour la démocratie et les droits des peuples ") et Fabrice Béaur (Secrétaire-général du PCN) à Soukhoum en mars 2007.

des actes de génocide, et protestons contre la tendance du leader géorgien à utiliser le drapeau de l'Ue pour couvrir et justifier moralement ses crimes », conclut le document.

Alexeï Malachenko, membre du Conseil scientifique du Centre Carnegie de Moscou, démonte les manipulations de la presse occidentale. « La guerre est reflétée d'une façon particulière dans les médias occidentaux : pour la plupart d'entre eux, la Russie est coupable de tout. Quant aux milieux officiels occidentaux, ils s'en tiennent comme toujours à des doubles standards. La situation actuelle dans le Caucase du Sud rappelle immanguablement celle du Kosovo et de la Yougoslavie. Une conclusion s'impose : ce qui est permis à certains est interdit à d'autres. Par conséquent, je ne peux qualifier la position des Européens et des Américains d'adéquate. Il me semble qu'en plus de leurs doubles standards, ils ont aussi un double fond. Premièrement, tout en sermonnant la Russie, personne n'a néanmoins l'intention d'entreprendre de puissantes actions décisives contre elle. Deuxièmement, l'accent est mis, comme avant, sur la nécessité de négocier. Troisièmement, dans une déclaration à propos des événements en Ossétie du Sud, le ministre allemand des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier a affirmé qu'il était pour l'instant impossible de savoir qui en portait la responsabilité. Si la position était nettement antirusse, personne n'aurait tenu de tels

Le vice-ministre des affaires étrangères russe, Grigori Karassine, accuse lui aussi les pays et les médias occidentaux de parti pris pro-géorgien dans le conflit en cours : « Les pays occidentaux se sont comportés de manière étrange dans les premières heures de l'agression contre l'Ossétie du Sud, ils sont restés silencieux », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. « Cela suscite des questions très graves sur la sincérité et l'attitude envers notre pays et cela sera bien sûr pris en compte à l'avenir dans nos discussions (...) sur des questions mondiales ».

Face à l'OTAN, à ses complices géorgiens, à ses valets « européens » de l'Ue, Nous sommes tous des Ossètes !

■ Luc MICHEL & Fabrice BEAUR

Lire :

PCN-Infos du 27 août 2007 :
APRES LES NOUVELLES PROVOCATIONS
DE TBILISSI (1) :
LA GEORGIE, UN ETAT FANTOCHE
ET AGRESSIF AUX MAINS DES USA ET DE L'OTAN!
Sur http://pcn-ncp.com/PIH/pih-070827.htm

PCN-Infos du 03 septembre 2007 :
APRES LES NOUVELLES PROVOCATIONS
DE TBILISSI (2) :
REPRESSION ET MENACES DE GUERRE
SUR FONDS DE CHAOS ECONOMIQUE,
LA FUITE EN AVANT DU REGIME GEORGIEN!
Sur http://pcn-ncp.com/PIH/pih-070903.htm

Pourquoi nous combattons aujourd'hui! (1e Partie): CONTRE WASHINGTON, L'OTAN ET LA FAUSSE « EUROPE » ATLANTISTE DE BRUXELLES: AVEC MOSCOU POUR UNE AUTRE EUROPE, GRANDE ET LIBRE, DE VLADIVOSTOK À REYKJAVIK!

Sur http://pcn-ncp.com/why/pourquoi1.htm

Pourquoi nous combattons aujourd'hui ! (2e Partie) : PRIDNESTROVIE, ABKHAZIE ET OSSÉTIE DU SUD : SUR LE FRONT DES REPUBLIQUES DE LA « CEI-2 » Sur http://pcn-ncp.com/why/pourquoi2.htm

APPEL A NOS LECTEURS

Avec Che Guevara, nous affirmons que "l'impérialisme a une tête, les Etats-Unis", et qu'il faut couper celle-ci!

Les USA sont l'ennemi du genre humain. Le rétablissement de la Paix mondiale, de la fraternité des peuples et des civilisations implique la destruction de l'impérialisme yankee et de ses complices : America Delenda Est !

L'Association de Solidarité Transnationale "La Cause Des Peuples" est ouverte à tous ceux qui luttent contre l'impérialisme et l'exploitation et souhaitent participer à la constitution d'une force anti-américaine radicale, d'où qu'ils viennent, et unis dans une stratégie de Front unitaire.

Abonnez-vous, diffusez La Cause Des Peuples (LCDP), participez à nos campagnes et souscrivez ! Lecteurs, votre participation est un **acte politique** conscient de solidarité et de soutien aux idées révolutionnaires.

Souscrire à LCDP, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mediamensonges du Système, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

La Rédaction



l	CONTACT:
Sá	nns aucun engagement de ma part, je désire :
	recevoir une documentation sur le PCN. rencontrer un responsable
	vous aider dans vos prochaines actions continuer à être tenu au courant de vos activités

 Nom :
 Prénom :

 Adresse :
 CP :

 Ville :
 Tél :

 Courriel :
 France : PCN | RD 75 | course

France : PCN - BP 78 - 93423 Villepinte Cedex
Belgique : PCN - 39 Rue des vierges - 1000 Bruxelles

Abonnements

<u>Belgique</u>: Simple (1 ex): 10 Euros - Propagande (2 ex): 18 Euros pour 4 numéros sur le CCP 000-1585331-60 du PCN, mandat postal ou chèque à l'ordre du PCN PCN - Maagdenstraat 37 - 1000 BRUXELLES (Belgique)

France : Simple (1 ex) : 10 Euros - Propagande (2 ex) : 18 Euros pour 4 numéros Chèque à l'ordre du PCN

LCDP - BP 78 - 93423 VILLEPINTE Cedex (France)

<u>Europe / International :</u> Simple (1 ex) : 12 Euros - Propagande (2 ex) : 22 Euros pour 4 numéros Mandat international à l'ordre du PCN

PCN - Maagdenstraat 37 - 1000 BRUXELLES (Belgique)

La Cause Des Peuples

Direction politique : Luc MICHEL - Rédacteur en chef : Fabrice BEAUR

Les éditions européenne et belge sont publiées à Bruxelles par le PCN-NCP et le Mouvement Européen pour la Démocratie Directe (Comités Révolutionnaires)

Rédaction et administration centrale :

PCN - Maagdenstraat 37 - B-1000 BRUXELLES Tél. 02/218.73.09 (inter. + 32.2.218.73.09) - Fax 02/218.73.59 (inter. + 32.2.218.73.59)

L'édition française est publié par le PCN, les associations Conscience Européenne et La Cause Des Peuples Rédaction et administration - Paris :

LCDP - BP 78 - 93423 VILLEPINTE Cedex - Tél: 01.43.83.75.32 - Courriel: contact@lcdp.info

Imprimé en Belgique (IPNS) - Distribution : NMPP - ISSN : 1562-0786 - Dépôt légal à parution

*

Editeur responsable (Bruxelles) et Directeur de publication (Paris) : Luc MICHEL - 128 Rue de Montigny - B/6000 Charleroi

*



Un entretien avec Jacques BORDE *

VIA FACTIS OTANAZIE

SUR LE CAUCASE

a Cause des Peuples – Comment jugez-vous l'embrasement actuel du Caucase, au plan militaire, ne dépasse-t-on pas le cadre du simple affrontement osséto-géorgien, voire russo-géorgien?

Jacques Borde – Oui, à commencer par le fait que la Russie n'avait pas d'autre choix que d'intervenir. On l'oublie un peu trop vite : tout État à l'obligation de protéger ses nationaux lorsqu'ils sont menacés dans le monde. Or, en Ossétie vivent nombre de Russes. Ceci sans parler des bi-nationaux : la plupart des Ossètes possédant également la nationalité russe (fait parfaitement connu de Tbilissi).

S'il n' y avait la vaste opération d'épuration ethnique entamée par les troupes et les mercenaires à la solde de Tbilissi, l'on sourirait volontiers de ce double langage des Occidentaux qui reprochent aujourd'hui à la Russie le type d'opérations militaires dont ils se sont fait la spécialité! En Afrique notamment, si l'on prend les cas belge, britannique et français: Tchad, Côte d'Ivoire, Liberia, Sierra Leone, etc.

La réaction russe au *blitzkrieg* de Tbilissi sur les populations d'Ossétie, c'est, pour prendre une image parlante, du Kolwezi survitaminé ! Mais, à en croire les fourriers otanesques de la *via factis* tbilissienne, Moscou aurait dû laisser ses ressortissants se faire égorger au prétexte que son équipementier militaire favori est l'Oncle Sam ? Tout simplement grotesque et ignoble à la fois.

On peut même se demander si, côté russe, l'on n'a pas trop tardé avant d'intervenir. Ce qu'a clairement affirmé, l'ancien n°2 de l'état-major général des forces armées russes estimant qu'au début du conflit les dirigeants politiques ont trop tardé à réagir : « Lorsque les canons grondent, en l'occurrence, les lance-roquettes multiples Grad, il est inadmissible d'attendre les instructions des instances supérieures, il faut porter d'urgence des coups foudroyants, avant tout, contre les bases et les positions de tir de l'adversaire. C'est le b.a.-ba de la guerre ».

LCDP – La faute à Tbilissi et à Washington en somme...

JB – Oui, mais pas uniquement. Le 20 juin dernier, Rachel Douglas, dans les colonnes de l'Executive Intelligence Review observait que « les dirigeants de l'UE ont mis au pied du mur les intérêts russes, en affirmant leurs prérogatives d'action à l'intérieur même des frontières de l'ancienne Union soviétique. Avec ou sans le Traité de Lisbonne, les apôtres d'un empire libéralimpérial européen ambitionnent de faire de l'UE un arbitre en Europe centrale, outrepassant les Nations unies dans des endroits où l'ONU, ou la Russie sous mandat de l'ONU, a joué un rôle depuis les années 1990 »

Si l'on ajoute à ce cocktail passablement indigeste, la gestion criminelle du dossier du Kosovo, pour reprendre encore Rachel Douglas, « Le résultat est une aggravation des tensions qui menacent sur le sud-ouest des frontières russes d'embraser toute l'Eurasie dans des querres ».

LCDP – Mais, pourtant les combats ont bien opposé les forces géorgiennes et russes ?

JB – Oui, mais pas seulement. La présence de nombreux mercenaires étrangers est avérée. Qui dit mercenaires dit budget pour financer leur implication. A qui fera-t-on sérieusement croire que c'est Tbilissi qui a payé la note ?

LCDP – Quel statut, alors, accorder aux combattants ?

JB – Celui des textes régissant le droit de la guerre. Pour peu, évidemment, que les combattants concernés en relèvent. Ce qui pour certains d'entre eux reste à prouver...

LCDP - Que voulez-vous dire?

JB - Les combattants n'ont pas tous le même statut au regard du jus bellum. De fait, seules les troupes régulières relèvent du droit de la guerre et, par-là, de la protection qu'il accorde à ces combattants réguliers. Et encore, si ma mémoire est bonne, les membres d'une armée régulière sont supposés arborer des insignes réglementaires, régimentaires ET nationaux parfaitement identifiables par la partie adverse. Et là, il n'est pas établi que les troupes géorgiennes entièrement rééquipées par leur mentor US remplissent toutes les conditions d'identification. On a bien vu l'un des patrons de ces forces armées géorgiennes arborer un battle dress flambant neuf où n'était visible que la mention armed forces. Une mention, seule, insuffisante pour identifier clairement un combattant régulier de l'État géorgien, dont la langue officielle reste, si je ne m'abuse le... géorgien!

Tout ceci resterait purement académique si ne se profilaient à l'horizon des accusations d'épuration ethnique et de crimes de guerre visant ces mêmes troupes géorgiennes. Un juge militaire pourrait se montrer tatillon face à un élément arborant une tenue, disons fantaisiste, ET accusé de crimes variés (violence injustifiée, viol, pillage, etc.).

Naturellement, ce que l'on appelle les forces paramilitaires – police, garde nationale, garde présidentielle, gendarmerie, personnels pénitentiaires, douanes, etc. – sont inclus dans la protection accordée aux combattants réguliers.

Le cas des milices (de plus en plus fréquent en zones de conflit) relève du cas par cas. *De facto*, les miliciens – pour peu qu'ils constituent une part non négligeable des forces engagées de part et d'autres – sont le plus souvent assimilés aux forces régulières et traités comme tels. Le discours US à ce sujet est assez fluctuant. L'administration US n'a pas mots assez durs pour fustiger les miliciens que rencontrent les forces armées US de par le monde. Voir le statut de *combattant ennemi* créé pour soustraire au(x) droit(s) les Talibans, ce alors que ces derniers constituaient *de facto* les forces armées de l'Émirat islamique d'Afghanistan. Mais, historiquement, l'*Insurgent* de la Guerre d'Indépendance était juridiquement parlant, un milicien non régulier!

Reste le cas, entièrement nouveau, des *contractors*, ces (juridiquement parlant) salariés de Firmes militaires privées anglo-saxonnes...

LCDP - Oui, qui sont-ils réellement ?

JB - En fait, ce sont des mercenaires, ou soldats de fortune, mais à la solde exclusive de Washington (et Londres dans une moindre mesure). Le contractor est la réponse juridique de l'Amérique au statut équivoque du mercenaire. Fondamentalement, le droit américain interdit, sous peine de poursuites, à ses nationaux de servir sous un autre drapeau autre que la bannière étoilée. Ce à une seule exception : Israël ! Le contractor vient résoudre cette quadrature du cercle : servir l'Oncle Sam, là où le déploiement de troupes officielles n'est pas toujours possible (ou notoirement insuffisant), sans faire de ces combattants des individus passibles des tribunaux. Le contractor est donc un combattant individuel salarié d'une Firme militaire privée (FMP) intervenant sous contrat auprès de clients (états, entreprises, personnes privées) à 99,99% bien notés à Washington

Dans la pratique, les *contractors* (le gouvernement irakien conteste cet état de fait) ne relèvent (les textes sont plus flous), que du Droit états-unien.

Naturellement, quant au dossier osséto-géorgien, le problème qui va, concrètement, se poser est celui du sort que réservera le parquet militaire de Moscou à des *contractors* pris les armes à la main. Ceux-ci ne portant pas nécessairement pas de signes réglementaires et/ou nationaux. Tout dépendra des dossiers. Évidemment, la condamnation de ces personnels privés ne manquera pas d'aggraver la tension entre Moscou et Washington.

Tout le problème est que pour les membres de ces firmes militaires privés (style Blackwater et), leur statut frise d'entrée l'illégalité : ces hommes n'appartenant ni à des contingents nationaux, internationaux ni à des forces paramilitaires (police, gendarmerie, etc.). Leur cas s'aggravant notablement en l'absence de tout signe permettant de les identifier clairement comme employés de leurs sociétés respectives.

De mémoire, la notion de *combattant ennemi*, qui a permis à Washington de traiter en dehors de tout cadre légal ses ennemis depuis le 11 septembre n'existe pas en droit russe

LCDP – N'y a-t-il pas de risque pour d'éventuels soldats russes tombant aux mains de l'ennemi ?

JB – Statutairement, théoriquement, non. Les troupes russes sont des unités dûment répertoriées et connues.

Le *jus bellum* s'applique donc à l'ensemble de ces troupes. Il en est de même pour les troupes ossètes et abkhazes. Rappelons-ici que le dispositif de maintien de la paix tripartite mis en place en Ossétie du Sud – et ce jusqu'à la *via factis* enclenchée par le pouvoir géorgien – comprenait des contingents ossètes. Et que ce dispositif était reconnu par Tbilissi qui admettait parfaitement la nature *régulière* de sa composante ossète

En outre, en Droit international, la situation de guerre fait de tous les co-belligérants – et donc des républiques *de facto* abkhaze et sud-ossète – des sujets de Droit international, parties prenantes et reconnues au conflit ouvert depuis 1992.

L'organe chargé de régler le conflit – la Commission mixte de contrôle – était, lui, coprésidé par la Russie, la Géorgie, l'Ossétie du Nord et l'Ossétie du Sud. Si depuis quelque temps, les autorités géorgiennes remettaient effectivement en cause le format de la commission, le statut des troupes restait identique du point de vue du droit.

Actuellement, ce statut ne laisse pas de place au doute: les militaires ossètes sont couverts par les lois de la guerre.

Ouant aux éléments paramilitaires présents du côté ossète, notamment les bataillons de volontaires Cosaques du Don (dont il n'est pas sûr qu'ils aient été engagés sur le terrain, seule leur constitution est avérée), dans le cas d'un appel à ces bataillons. « ...les Cosaques auront le statut de militaires sud-ossètes », a précisé Anatoli Barankevitch, secrétaire du Conseil de sécurité de la république d'Ossétie du Sud.

Au-delà de ces cas généraux, se posent quelques cas d'école qui risquent d'empoisonner les relations (déjà tendues) entre Moscou et les autres parties au conflit. En effet, l'on peut se poser de sérieuses questions quant à ceux des militaires géorgiens qui, bien que membre du dispositif de maintien de la paix, ont pris fait et cause pour l'agresseur (géorgien) et ont retourné leurs armes contres les autres composantes (russe et ossète) du dispositif. Rappelons que tous les contingents du dispositif de maintien de la paix arboraient des insignes et marquages spécifiques (pour les véhicules) les identifiant comme tels.

LCDP - La Russie ne compte donc pas en rester là?

JB – Apparemment, non. A meilleure preuve, le viceministre russe des Affaires étrangères Grigori Karassine n'a pas exclu, dans un entretien à des agences occidentales, que Moscou puisse saisir le Tribunal de La Haye et la Cour de Strasbourg pour enquêter sur les circonstances de la mort de soldats de maintien de la paix russes en Ossétie du Sud.

Ses propos on été très clairs à ce sujet. Je le cite : « Je n'exclus pas que La Haye, Strasbourg et les institutions dans d'autres villes puissent être engagées dans une enquête sur ces crimes terribles et sur ce drame inhumain », a-t-il indiqué. Beaucoup de soldats de paix russes « ont été tués par leurs partenaires dans la force de paix », des militaires géorgiens. « Il y a un bataillon russe, un bataillon ossète et un bataillon géorgien (...). Soudainement, les Géorgiens, les soldats de paix géorgiens, se mettent à tirer sur leurs collègues russes (...) », a noté Karassine, « cela est certes un crime de guerre ». Il est donc peu probable que Moscou en reste là. Rappelons que Moscou a été l'un des acteurs du Procès de Nuremberg, visant à éradiquer l'hitlérisme et le fascisme. Et pour Moscou - et non sans raisons l'administration Saakashvilli, depuis son arrivée au pouvoir, n'a eu de cesse de fouler aux pieds les règles de base de la démocratie (élections truquées, opposants politiques assassinés) avant de lancer sa blitzkrieg (ratée) sur la malheureuse Ossétie du Sud. Autant de comportements qui ne sont pas sans rappeler ceux du militarisme hitlérien...

Il y a tout de même quelque chose d'inquiétant et de

sous-jacent dans cette affaire. Qui a-t-on vu pour aller plastronner sur une estrade aux côtés de Mikhaïl Saakashvilli ? Les chefs d'État baltes et polonais. Autrement dit, les représentants des seuls pays d'Europe où l'on réhabilite le plus officiellement du monde les anciens kollaborateurs de l'Axe hitlérien : les pays baltes. Et le seul pays d'Europe où existe une tolérance quasi-institutionnelle vis-à-vis de l'antisémitisme (partis hommes politiques, prélats, et *media* ouvertement antijuifs) : la Pologne ! Certes ces alliés sont coachés par les USA. Un des rares pays au monde où est tolérée l'existence de partis nazis et de *media* négationnistes ayant pignon sur rue. Pas rassurant tout ça...

LCDP – Comment juger vous la lenteur (ou la vitesse, selon le point de vue où l'on se place) du retrait russe?

JB – Soyons clair : pour parler du respect de l'accord négocié (plutôt bien, d'ailleurs) par le président français, Nicolas Sarkozy, il faudrait encore que celui-ci soit accepté par la partie géorgienne. Et, concernant le peu de cas que l'on est en droit d'accorder à la parole du Mussolini de Tbilissi – qui a, rappelons le, lâché ses hordes sur la population civile ossète, au moment précis où il affirmait *urbi et orbi* la poursuite du dialogue – les Russes sont légitimement fondé à attendre la signature ET la ratification définitive dudit accord avant d'en appliquer leur part.

Jusque là, les Russes ne sont tenus à rien. Généralement, les combats ne cessent entre belligérants *qu'une fois* les accords signés ET ratifiés. Que je sache, le FLN et le Nord-Vietnam n'ont pas cessé de combattre au motif qu'ils discutaient avec la partie adverse. Or, tant que la partie tbilissienne n'est pas passé par TOUTES ces étapes !

Il est d'ailleurs assez étrange pour l'Occident de faire la fine bouche en la matière. Que je sache, les troupes françaises campent toujours sur le territoire ivoirien où les parties ont cessé les hostilités depuis des mois... Et ne parlons pas de l'Irak, où des missions de bombardement menées sur des agglomérations civiles par l'aviation d'un pays dont le président, George W. Bush, a pourtant officiellement annoncé la fin des hostilités depuis des années...

On notera par ailleurs, que l'accord arraché par Paris est loin de faire l'unanimité à Moscou, notamment au sein de *l'establishment* militaire.

Ainsi, pour le général Leonid Ivachov, président de l'Académie des Problèmes géopolitiques, cité par Nezavissimaïa Gazeta, « La victoire remportée sur la Géorgie a été cédée à Nicolas Sarkozy qui a déjà changé certains points du règlement du conflit, ce qui ne manquera pas de se répercuter très négativement sur les intérêts géopolitiques de la Russie dans l'ensemble du Caucase du Sud ».

Un avis partagé par le général louri Netkatchev, qui estime que « Les actions des dirigeants russes ont été hybrides. Nous n'avons pas brisé la machine de guerre de la Géorgie et, en acceptant d'arrêter les opérations militaires, nous avons restreint considérablement nos possibilités de punir l'agresseur, ce qui a été récemment déclaré de but en blanc par le ministère russe de la Défense ».

LCDP – Le dispositif de maintien de la paix va donc être réactivé ?

JB – Oui, mais en tenant compte du fait que dorénavant les républiques d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud s'opposent – et on les comprend – à la participation de la Géorgie à ces forces de maintien de la paix. Une option restrictive que soutient Moscou, comme l'a souligné, lors d'une conférence de presse, le chef adjoint de l'état major général des Forces armées russes, Anatoli Nogovitsyne : « La Russie soutient les républiques autoproclamées d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud s'opposant à la participation de la Géorgie aux forces de

maintien de la paix dans les zones des conflits » ... Une position soutenue officiellement par le gouvernement russe. « C'est avant tout l'Ossétie du Sud, victime de l'agression géorgienne, qui devra décider les soldats de la paix de quels pays se trouveront dans la zone du conflit », a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

* Ancien éditeur de World Report-Lettre d'informations internationales, spécialiste des problèmes géopolitiques et géostratégiques, Jacques Borde a co-présidé le Colloque sur la Sécurité & la Coopération en Méditerranée (29 novembre-1er décembre 1997), organisé par L'Académie des Etudes Supérieures & de la Recherche Economique de Tripoli et fut également retenu comme observateur international lors du référendum présidentiel en Irak (octobre 1995). Il est également l'auteur d'Un crime de guerre américain - le Vol 655 Iran Air et de Pourquoi l'Amérique - 11 septembre 2001, tous deux consultables à la Bibliothèque du Congrès des Etats-Unis.



... Suite de la page 11 ...

Alors que les avions effectuent un nouveau virage, et que vous savez qu'ils tireront dès que le bourdonnement des turbines se rapprochera et deviendra encore plus mélancolique, à ce moment précis vous commencez à réaliser qu'il pourrait bien s'agir de la dernière journée de votre vie. Ce n'est pas de la peur, c'est plutôt une angoisse extrêmement forte, car vous vous rendez compte que vous n'aurez pas eu le temps de faire ou de dire certaines choses.

Cependant, tout d'un coup, les avions arrêtent leur bombardement et repartent vers le sud, vers la Géorgie. Que se passe-t-il ? Au bout de quelques secondes à peine, on entend des centaines de voix crier « Rrrrrrrrraaaaaaaaaaahhhhhh!!!! » Ce sont les combattants dans la rue qui saluent un convoi de troupes russes arrivé à Tskhinval. « AAAAA!!! Vous êtes là, mes chers enfants!, hurle Inal. Ils vont voir, maintenant, nique leur mère!!! ».

Je cours dans la rue et j'entends le bourdonnement des véhicules russes, ils doivent être tout près. Les militaires russes évincent les troupes géorgiennes de Tskhinval. Un homme accourt, affolé, le regard plein d'effroi : « A l'aide! Qu'est-ce que je dois faire?!!! Je suis Géorgien, je travaillais ici, à Tskhinval. Je suis ouvrier, où dois-je aller ? », crie-t-il dans un mauvais russe. « Sauvez-vous », lui réponds-je, me rendant compte une nouvelle fois de la bassesse de la guerre, faisant souffrir avant tout les civils innocents. Il est 15h00.

A sept heures du soir, lorsque les accrochages et les explosions d'obus se sont un peu calmés, et que les rafales sont devenues plus rares, je quitte la ville de Tskhinval, en flammes. Les troupes russes ont chassé les militaires géorgiens, mais la guerre n'est pas encore finie. Des civils sont toujours dans la ville. La capitale sud-ossète est encore sous l'emprise ferme des mains sales et tenaces de la guerre. Cette sale guerre déclenchée par surprise, sous couvert de la nuit. La guerre qui continue à faire des victimes parmi les civils. La guerre qui s'empare de l'âme humaine et l'écrase entre ses mains couvertes de sang, comme l'emballage plastique d'un paquet de cigarettes. »

TSKHINVAL (Ossétie du Sud), 12 août - RIA Novosti.

N° SPECIAL « GUERRE DANS LE CAUCASE »

DERRIERE LA PROPAGANDE DES MEDIA DE L'OTAN, LA REALITE DE L'AGRESSION GEORGIENNE CONTRE L'OSSETIE DU SUD : « CETTE SALE GUERRE! »

Alan Tsorion, journaliste de RIA Novosti, donne un témoignage poignant de la détresse des habitants de la capitale ossète frappés par l'agression fasciste du Régime géorgien.



... Sept août, le soir. Après tant de tirs et une canonnade interminable, il semble que le silence possède une odeur et que l'on peut le respirer. Une

inspiration profonde, et il remplit les poumons, de façon à détendre les entrailles, chiffonnées dans le poing de la guerre comme l'emballage plastique d'un paquet de cigarettes. J'aspire le calme à pleins poumons. Le silence n'est troublé que par le remue-ménage que font des souris, quelque part entre le plafond et le grenier. On a peine à croire qu'à ce moment, quelqu'un peut s'occuper de tâches quotidiennes.

Les rongeurs se consacrent à déplacer et faire rouler quelque chose en permanence, comme s'ils avaient entendu le président géorgien promettre, il y a quelques heures, de ne plus tirer sur la capitale ossète. Et s'il n'y a plus de tirs, on peut reprendre ses occupations habituelles.

Cependant, il ne nous reste que cinq minutes, à moi et mes rongeurs, pour nous consacrer à nos occupations ménagères. A 22h05, les « jeux de souris » sont terminés : Mikhail Saakashvilli a manqué à sa parole. Les obus tombent sur la ville, les murs et les vitres tremblent. On dirait que des morceaux se détachent du ciel à chaque explosion et, emportés par les ondes de choc, qu'ils s'écrasent contre la fenêtre. Moi et quelques autres personnes descendons à toute vitesse au sous-sol d'un immeuble rue Staline (qui à présent doit déjà être rasée) dans le centre de Tskhinval.

Tout le monde porte ce qu'il avait comme vêtements au moment du déclenchement des tirs : pantoufles, robes de chambre, culottes... Nombre d'entre nous étaient déjà couchés lorsque les obus géorgiens se sont abattus sur la ville et que toutes les ententes et les promesses s'en sont allées en eau de boudin en même temps que les fragments de maisons et de voitures bousillées. « Ma tars, ma tars... » (« N'aie pas peur », en ossète), répète une mère essayant de calmer son fils Batradz. Le garçon, qui doit avoir huit ans, cache son visage dans les genoux de celle-ci et, frissonnant au bruit d'une nouvelle explosion, lui demande, angoissé : « Ma, et pourquoi est-ce qu'ils tirent, ne savent-ils pas que demain, c'est l'ouverture des Jeux olympiques ? Pourquoi personne ne leur dit que pendant les Jeux olympiques, il est interdit de faire la guerre ? »

Vers 23h00, la lumière s'éteint dans notre sous-sol, tout comme dans l'ensemble de la ville. Dans le noir absolu, les sens s'aiguisent. On commence, tel un aveugle, à discerner les moindres nuances de sons, qui se transforment tout de suite en images défilant devant nos yeux non-voyants. Là-haut, à la surface, le ciel nocturne s'éclaire l'espace une seconde, à la suite d'explo-

sions de munitions, puis devient blanc, comme un immense négatif. Les éclats, en rasant le sol, vrombissent tels des bourdons de plomb. Les balles, elles, produisent un sifflement étrange, comme si quelqu'un se préparait à siffler, mais qu'il inhalait de l'air à la place : « fiiii! fiiii! ». « Takh-takh-takh... Takh-takh-takh v, gronde en cadence un canon installé sur un blindé. « Iratta razma ! » (« Ossètes, en avant ! » en ossète), entend-on dans la rue. La voix est calme et concentrée. A côté, les pas précipités de six paires de rangers militaires sur du verre cassé et des éclats de briques et de plâtre.

« Ma tars (« n'aie pas peur »), Batradz, ma tars ! », les paroles de la mère se perdent dans l'écho d'une explosion d'obus assourdissante qui vient de réduire en miettes la maison voisine. On dirait que quelqu'un a claqué de toutes ses forces une lourde porte. Des miettes de béton pleuvent du plafond du sous-sol...

Mais même les obusiers, installés tout près de nous, à Erghneti et à Nikozi, ne sont pas aussi effrayants que les salves des Grads géorgiens, situés, eux, beaucoup plus loin, à Gori. Leurs roquettes, en s'approchant de la cible, produisent un sifflement s'apparentant au son d'énormes flèches aux pointes ardentes. Les tirs ne sont pas ajustés et les toits des maisons paisibles de Tskhinval sont ainsi assaillis de nuées de « flèches » à réaction. Les tirs ne s'arrêtent pas. Les gens se préparent à passer la nuit au sous-sol.

... Le matin. 8 août, 5h00. Les tirs massifs d'artillerie provenant des positions géorgiennes n'ont pas cessé depuis sept heures. Mon téléphone portable n'aura bientôt presque plus de batterie. Il n'y aura donc plus aucune liaison. J'appelle la rédaction pour l'informer que je serai bientôt injoignable, car je n'ai aucune possibilité de le recharger.

La batterie de mon portable est morte vers 9h00. Il fait déjà jour à Tskhinval. Me rappelant la grande règle – « A la guerre, c'est celui qui court vite qui survit », – je quitte la cave pour m'installer ailleurs. Je cours le long d'un mur, en rentrant la tête dans les épaules. La poussière de la route s'envole çà et là en petites fontaines, soulevée par les balles et les éclats. Des accrochages ont lieu entre les soldats d'élite géorgiens et les combattants ossètes. J'entends les cris des OMONs (police anti-émeute) ossètes : « Vas-y!!! Vite!! Une "boîte" (véhicule blindé de combat d'infanterie) est coincée rue Khetagourova ».

Mes jambes plient sous le poids de mon corps mais ne sentent pas la fatigue, je tourne au coin... « DANG!!!! » – je tombe sur le ventre, ayant reçu un coup violent sur les yeux et les oreilles. Des nuées de poussière tourbillonnent, s'approchent de mes pieds, poussées par l'explosion d'une roquette à cinq mètres de moi. Je me relève. Je cours, en recrachant le sable. De l'autre coté de la rue, quatre soldats ossètes viennent à ma rencontre, l'un d'eux est en train de recharger son fusil d'assaut, sans s'arrêter. « Clac ! » – il referme la culasse noire. Le plus âgé d'entre eux ne doit pas avoir plus

de 23 ans. Encore quelques pas, et je plonge dans l'entrée d'un immeuble résidentiel de quatre étages.

Dans l'obscurité de l'entrée, je vois des silhouettes masculines. Les femmes et les enfants se sont cachés au sous-sol, sous l'escalier. On entend des pleurs sourds venant d'en bas. « Combien de temps vont-ils encore continuer à nous bombarder ? Rendons-nous, avant qu'ils ne nous écrasent tous. La Russie semble nous avoir oubliés ! », dit une voix lasse de femme montant du sous-sol. Ici, entouré de vieillards, de femmes et d'enfants, on se sent coupable malgré soi. En ce moment, la place d'un jeune homme est à la guerre, en défense, il ne doit pas rester planqué là, parmi les vieillards et les enfants.

Une vingtaine de personnes se cachent dans ce soussol, et presque personne n'ose mettre le nez dehors. Seul le vieux Inal, ancien soldat de la paix ayant participé aux hostilités de 1992, se promène dans la rue en toute sérénité, devant l'entrée, alors que les tirs n'ont pas encore cessé. « On s'en fout de la guerre, l'essentiel ce sont les manœuvres », répète le vétéran en regardant deux policiers ossètes transporter un soldat blessé à la jambe et au bras.

Le blessé a les yeux fixes ornés de long cils qui s'ouvrent et se ferment à un rythme saccadé, telles les ailes d'un papillon. Il est manifestement choqué par la douleur. Sa robe de camouflage est trouée en deux endroits, du sang écarlate coule sur sa hanche. Le soldat est mis à l'abri dans l'immeuble. Un policier trapu enlève son fusil d'assaut d'un geste familier. La crosse est entourée d'un garrot. Il défait le garrot pour le mettre sur la plaie. L'un des résidents de l'immeuble apporte du chlorure d'ammonium.

« Chaï kho, kouyj kouylykhaï na maly » (« ce n'est rien, un chien ne meurt pas de boiter », en ossète), dit le policier au soldat, qui grimace de douleur. Il frotte avec ses énormes mains d'ouvrier la poitrine du blessé et lave son visage avec de l'eau. « C'est bon, on repart », dit-il, en soutenant le blessé par l'épaule.

« D'où viens-tu, mon gars ? », me demande le vieux Inal. « De Moscou, je suis journaliste », lui réponds-je. « Allons casser la croûte », lance l'ancien soldat de la paix d'une voix rauque. « La guerre c'est la guerre, mais on doit quand même manger quelque chose ».

« Les Russes vont arriver aujourd'hui, ils nous donneront un coup de main », dit Inal, en allumant une tablette de méthénamine qu'il place sur un fourneau à gaz : « Qu'ils frappent sur Gori, et encore sur Tbilissi, je n'en demande pas plus ».

« Les chars géorgiens sont déjà dans la ville, on aura du mal sans l'aide des Russes », affirme l'ancien soldat de la paix en buvant une gorgée de sa tasse de café. Quant à moi, il ne me reste plus qu'à me taire. Mais notre silence est rompu par l'apparition de deux avions géorgiens Su-25. L'un d'eux, pour le plaisir, tire sur l'immeuble dans lequel nous nous cachons. Inal et moi descendons vite au sous-sol.

Et là, c'est de nouveau l'humidité et l'obscurité. La lumière ne passe que par un petit trou aménagé pour les tuyaux. Il donne sur le sud, là où les troupes géorgiennes attaquent. C'est pourquoi il est déconseillé de placer sa tête devant: des balles le traversent souvent et ricochent après avoir heurté le plafond en béton du sous-sol.

L'idée me vient qu'au cours de ma vie, somme toute assez courte, toute l'instruction que j'ai reçue de mes grands-parents, ma formation et les livres sages que l'ai lus, tout cela m'a servi en fait de préparation pour cet instant, où des obus explosent au-dessus de ma tête et qu'instinctivement, je rentre la tête dans les épaules, et qu'un gros filet de sueur descend le long de mon dos. La mort semble errer tout près de moi, elle sent l'humidité du sous-sol et la croûte attachée à ma pommette.

N° SPECIAL « GUERRE DANS LE CAUCASE » CHIC! JE CAUSE « GEORGIEN », ENFIN, J'CROYAIS...

Le Billet d'Humeur de Yag BAZHDID

UAH ! SUPER, LE MATIN DU 8 AOÛT 2008, JE ME SUIS REVEILLE EN M'A-PERCEVANT QUE, MIRACULEUSE-MENT, LE GEORGIEN - LANGUE ESTIMABLE, MAIS JUSQU'ALORS PARFAITEMENT INCONNUE DE MA MODESTE PERSONNE - M'ETAIT DEVENU AUSSI FAMILIER QUE MON FRANÇAIS COURANT ET LES LANGUES DE SHAKESPEARE ET DE DANTE REUNIES. ET DE ME PRENDRE A REVER : A CE TRAIN LA, EN UNE SEMAINE QUI SAIS-JE SI JE NE SERAIS PAS DEVENU TOUT AUSSI PROLIXE EN CHINOIS, RUSSE, ARABE, PERSAN ETC. ET TUTTI QUANTI? LAS, IL M'A FALLU DECHANTER, TOUT CELA N'ETAIT QU'ILLUSION...

Comment en suis-je arrivé là ? Bon j'explique.

Le matin, j'ai pour habitude de prendre mon petit-déjeuner en regardant les infos (*LCI, Euronews, BFM, I-télé,* au choix). Les nouvelles, ce matin-là, n'étaient pas folichonnes : les troupes « géorgiennes » (?) venant d'envahir (on a le courage qu'on peut) la minuscule Ossétie du Sud

Et, là dans ce flot de nouvelles dramatiques : LE miracle. Sur l'écran m'apparut soudain le patron des forces « géorgiennes » (?) - au nom imprononçable (je sais, j'aurais dû me méfier : à pas piger le nom du gusse, ma connaissance du géorgien courant laissait plutôt à désirer...) qui se lança dans une explication, géopolitiquement fumeuse, mais que je compris de suite, sans lire de sous-titre. Déjà le miracle était de taille : tout ce que le général truc-li-quelque chose (bon, pour la simplicité du récit, appelons-le Gaston Fémoiguiliguili. Je sais ça fait pas très géorgien, mais comme, finalement, je n'entrave fichtre rien à cette magnifique langue, ça ou autre chose) disait m'était aussi limpide que du Flaubert ou du Hugo! Mais, mieux, à regarder de plus près la silhouette guerrière du général Gaston Fémoiguiliguili, je m'apercus également que je déchiffrais parfaitement le géorgien! À meilleure preuve, Gaston Fémoiguiliguili arborait la mention « forces armées » sur son beau treillis au camouflage pixelisé du dernier cri...

J'avais beau être encore dans les brumes matinales : lire sans difficultés une mention aussi petite dès le réveil ! Mazette !

Quelques minutes plus tard, mon don (nouveau) pour les langues caucasiennes m'était confirmé par un bref extrait de la conférence de presse du chef de l'État géorgien (dont le nom m'échappe), dont je saisis tous les propos sans la moindre difficulté. Truc-je-sais-pas-comment (allez, on va l'appeler Mimile Çafépazunpli, pour un homme aussi décidé que lui, ça lui va comme un gant) énumérait les tas de raisons qui l'avaient contraint de lâcher ses « forces armées géorgiennes » (?) (mais si, comme sur le treillis de Fémoiguiliguili) sur les Ossètes du Sud

Évidemment, vous aurez compris que tout ça était lié aux affres du réveil (moi le matin, sans ma douche, c'est pas ça).

Le passage en boucles des déclarations successives de Mimile Çafépazunpli et du général Gaston Fémoiguiliguili (vous corrigerez les noms par vousmêmes, ça sera plus simple) me permit de réaliser ce qui s'était passé.

En fait, Mimile Çafépazunpli et Gaston Fémoiguiliguili (on se demande bien pourquoi) ne s'adressaient pas à leur noble assistance dans leur langue maternelle (le géorgien, du moins je le suppose), mais en... anglais, langue que je comprends assez aisément.

Damned ! C'était donc ça ! Mal réveillé, j'avais (bêtement) cru que mon passage dans les bras de Morphée m'avait ouvert les arcanes de cette belle langue (le géorgien). Alors que – mais c'est bien sûr ! comme disait Raymond Souplex dans les *Cinq dernières minutes* – Mimile Çafépazunpli et Gaston Fémoiguiliguili causaient rosbif. À quoi tiennent les choses...

Tout rentrait donc dans l'ordre. Tout ? Vous en êtes bien sûrs, Messieurs-dames ? Y manque pas un p'tit truc quelque part ? Mais si, cherchez bien...

Allez, je vous aide : et sur le treillis de ce cher général Gaston Fémoiguiliguili y avait quoi d'écrit ? « Forces armées ». En fait, plus exactement, « armed forces ». Curieux, non ? Moi qui croyais dur comme fer que la langue de la Géorgie était le... géorgien ! C'est fou les idées reçues qu'on peut avoir. Des Géorgiens parlant et écrivant le géorgien, on se demande où j'ai pu aller chercher une idée aussi saugrenue ?

Eh ben, non : c'est l'anglais. La preuve c'est comme pour le Port-Salut, c'est écrit dessus ; « armed forces », en english dans le texte, mon neveu!

On peut dire que ca va pas faciliter les choses.

Certes, pour aller se gaver de *donuts* à l'ambassade US, c'est plutôt pratique pour Gaston Fémoiguiliguili et ses subordonnées de ne plus avoir à expliquer qui ils sont aux *Marines* de faction. C'est sûr, c'est écrit sur eux : « armed forces ». Comme ça on les prendra plus pour des garçons-bouchers ou des postiers (1) ! Ça aide

Mais sur le front, ça va se passer comment ?

Les Ossètes (évidemment, au rythme où Gaston Fémoiguiliguili et ses sbires les liquident, y en aura de moins en moins pour se plaindre) parlent *tous* et lisent *tous* l'anglais. De même que les contingents russes de maintien de la paix! Et dans le cas contraire, on fait comment?

Ceux à qui ça risque de poser un p'tit problème ce sont les éventuels porteurs de treillis pixélisée labellisés « armed forces », en cas de capture. Pourquoi ?

Parce que si ma mémoire est bonne les membres d'une armée régulière sont supposés arborer des insignes réglementaires, régimentaires ET *nationaux* parfaitement identifiables par la partie adverse. Et là, le « *armed forces* » tout seul, ça risque de faire un peu léger...

Vous me direz un treillis, c'est un treillis et une tenue de combat, c'est une tenue de combat.

Sûr! Allez dire ça aux *Taliban* déportés à Guantanamo, alors qu'ils combattaient dans des tenues distinctives, parfaitement identifiables et qu'ils composaient, à l'époque, les forces régulières de l'Emirat islamique d'Afghanistan. Alors, posons franchement la question : nos porteurs de treillis « *armed forces »* ne seraient-ils

pas, quelque part, plus proches du « *combattant enne-mi* », façon loi-de-la-jungle US que du soldat régulier? Après tout, qui prouve que des individus affublés de la sorte ne sont pas des mercenaires ou des membres (*contractors*) de ces firmes militaires privées, genre *Blackwater*, anglo-saxonnes ne relevant, aux yeux de la puissance unipolaire états-unienne, que du droit US?

Mercenaires ? *Contractors* ? Soldats ? Allez savoir...

Le mieux pour éviter tout nouveau drame serait encore que Mimile Çafépazunpli et Gaston Fémoiguiliguili rappellent leurs assassins et cessent de jouer aux conquérants d'opérette, tant qu'il en est encore temps. La pseudo-farce nationaliste de l'ordre maffieux tbilissien ne fait plus rire personne. Au-delà des civils innocents assassinés par centaines, je doute sincèrement du patriotisme de chefs (para)militaires ornant leurs oripeaux de soudards de mots tels que « armed forces ». La patrie c'est aussi une langue nationale et pas celles des marchés et des pétroliers étrangers. Le patriotisme, avant de se lancer dans des plans de conquêtes absurdes, c'est avant tout de nourrir décemment son propre peuple et pas l'envoyer se faire trouer la peau dans des bains de sang inutiles.

« *Qui sème le grain, sème la sainteté »*, disent les *Upanishad.* A l'évidence, la clique paramilitaro-tbilissienne a davantage fait sienne le slogan des Hitlériens « *des canons plutôt que du beurre »* (sauf celui de ses comptes en banque aux Îles Caïman).

Au deuxième jour de cette absurdité hitléromorphe, l'on entend $d\acute{e}j\grave{a}$ des médiamensonges rappelant ceux des derniers jours du IIIe Reich : la Géorgie dit qu'elle contrôle encore la capitale ossète. Alors qu'elle vient de reprendre ses tirs d'artillerie sur la capitale... sur ses propres troupes ?

Souhaitons donc à ces fauteurs de guerre la même fin qu'Hitler et sa bande de malades... ■

IOTE :

(1) Confusion pas si absurde que cela pour un troupier US. Lors de la Guerre de Sécession, les forces de l'Union qui avaient commandé des uniformes en Europe, se virent livrer des uniformes de postiers non acceptés par leur client français.

... Suite de la page 13 ...

« Les deux présidents se sont prononcés pour le renforcement du partenariat euro-atlantique et la création de mécanismes de coopération efficaces dans le domaine de la sécurité à la lumière des récents événements en Géorgie », est-il indiqué dans un communiqué du service de presse de la présidence ukrainienne.

Le président louchtchenko a noté l'importance de la position cohérente adoptée par les Etats-Unis dans le conflit et Bush a remercié l'Ukraine pour « ses actions opportunes et conséquentes qui ont contribué à l'arrêt des hostilités et pour l'octroi d'une aide à la Géorgie », selon le communiqué.

Certains pays occidentaux, avant tout les Etats-Unis, ont pris le parti de Tbilissi. Le président ukrainien Victor louchtchenko a aussi soutenu la Géorgie, de nombreuses forces politiques du pays et la majorité de la population – à qui on refuse un référendum sur l'OTAN – sont hostiles à cette position du chef de l'Etat.

Les Orangistes veulent que l'Ukraine devienne membre de l'Alliance de l'Atlantique Nord (OTAN) tout comme la Géorgie et compte sur son intégration au Plan d'action en vue de l'adhésion (MAP) en décembre 2009. ■

N° SPECIAL « GUERRE DANS LE CAUCASE »

n de l'URSS en 12 Etats. L'Acte été signé le 21 dirigeants de Biélorussie, du

a Communauté des Etats Indépendants (CEI) est une organisation née à l'issue de la dislocation de l'URSS en 1991. La CEI regroupe 12 Etats. L'Acte fondateur de la CEI a été signé le 21

décembre 1991 à Alma-Ata par les dirigeants de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie, de la Biélorussie, du Kazakhstan, du Kirghizstan, de la Moldavie, de la Russie, du Tadjikistan, du Turkménistan, de l'Ouzbékistan et de l'Ukraine. L'adhésion de la Géorgie à la CEI a été consacrée par la décision des chefs d'Etat en date du 3 décembre 1993, adoptée suite à la demande du chef de l'Etat géorgien, Edouard Chevardnadze, en date du 8 octobre 1993. Parmi les républiques de l'ex-Union Soviétique, seules la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie ne sont pas entrées dans la CEI.

La fin de la guerre en Ossétie du Sud a coïncidé avec une déclaration de Mikhail Saakashvilli annonçant que la Géorgie se retirait de la CEI (Communauté des Etats indépendants) et invitait les autres ex-républiques de l'URSS à faire de même. Les appels géorgiens à la dislocation de la CEI restent sans réponse. Et la thèse occidentale de « l'isolement de la Russie » est évidemment fausse. Washington et ses valets de l'OTAN ayant tendance à confondre le bloc impérialiste yankee avec le monde ou la « communauté internationale » (sic).

Mais dans l'Espace ex-soviétique, qui est vraiment isolé? Le président géorgien Mikhaïl Saakashvilli a annoncé ce 1é août le retrait de son pays de la CEI, mais ses appels à la dislocation de cette alliance d'ex-républiques soviétiques demeurent sans réponse.

« La décision est prise : la Géorgie quittera la CEI. Nous appelons l'Ukraine et d'autres pays à quitter également la Communauté des Etats Indépendants où la Russie joue un rôle prédominant », a lancé M. Saakashvilli lors d'un rassemblement à Tbilissi. Le ministère ukrainien des Affaires étrangères s'est abstenu de commenter les propos du président géorgien avant de recevoir la confirmation officielle de Thilissi

Le Kirghizstan, qui assume en 2008 la présidence tournante de la CEI, a défendu la nécessité de préserver le partenariat entre les ex-républiques soviétiques au sein de la CEI. « Le Kirghizstan est résolument pour l'avenir de la CEI. Notre avenir, nous le voyons dans une intégration saine, dans un partenariat sain entre tous les pays membres de la Communauté », a déclaré à RIA Novosti la représentante kirghize auprès du secrétariat de la CEI, Lidia Imanalieva, dans une interview téléphonique. Les propos « chargés d'émotion » que Mikhaïl Saakashvilli a tenus lors de ce rassemblement ne sont « pas un motif suffisant » pour remettre en cause les relations au sein de la CEI, a-t-elle ajouté.

« La Biélorussie prône le développement et le renforcement de la CEI », a pour sa part indiqué la porte-parole de la diplomatie biélorusse, Maria Vanchina. « La CEI est un choix politique à long terme de l'Arménie », a assuré mercredi le vice-ministre arménien des Affaires étrangères, Guegam Garibdjanian. Le retrait de la Géorgie de la CEI est « sa propre affaire », a encore estimé le vice-ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères Khafiz Pachaïev, interrogé par la presse. En quittant la CEI, le peuple géorgien risque de faire

face à de « sérieuses conséquences », a également

averti le porte-parole de la diplomatie russe Andreï Nesterenko, avant de rappeler que, « conformément à l'article 9 des Statuts de la CEI, chaque membre est libre de quitter l'organisation avec un préavis de 12 mois. La sortie de la Géorgie de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) aura des conséquences désastreuses pour ses citoyens », lit-on aussi dans la déclaration du président du Comité exécutif-secrétaire exécutif de la CEI, Serguei Lebedev, document dont RIA Novosti a obtenu copie mercredi.

« De toute évidence, la sortie de la Communauté des Etats Indépendants aura des conséquences négatives avant tout pour la Géorgie elle-même et ses citoyens, car ce pays garde des milliers de liens économiques et humanitaires avec d'autres Etats membres de la CEI. Il serait bon que Tbilissi se rende bien compte du caractère destructeur de tels projets », dit le document.

Il évoquait particulièrement le régime des visas qui permet à chaque ressortissant des pays de la CEI de voyager sans visa dans toute la Communauté. Le retrait pénalisera lourdement les Géorgiens disséminés ou faisant des affaires dans tout l'espace post-soviétique.

Le quotidien Gazeta.ru analysait l'isolement bien réel de Tbilissi : « De l'avis des experts, l'annonce du retrait de la Géorgie de la CEI est aujourd'hui une déclaration ayant une importance psychologique et politique pour le président géorgien, mais pas pour la communauté ellemême. Commentant ce fait, l'ancien ministre des Affaires de la CEI Anatoli Adamichine s'est contenté de la phrase suivante : "Cela ne signifie rien". "C'est une démarche purement politique, a quant à lui déclaré Vladimir Jarikhine, vice-directeur de l'Institut des pays de la CEI. Il y aura beaucoup de problèmes pour la Géorgie, mais il n'y aura aucun problème pour les autres pays de la CEI". "Pour la Russie, cela n'aura aucune importance, a fait remarquer Alexei Vlassov, vicedirecteur du Centre d'étude de l'espace postsoviétique de l'Université d'Etat de Moscou. La CEI s'est transformée depuis longtemps en terrain officiel pour les négociations visant à élaborer des projets au niveau des rapports bilatéraux ou pour les structures intégrées comme la CEEA (Communauté économique euro-asiatique). Selon lui, la structure reste sans cela inefficace, et le retrait de la Géorgie n'apportera ni inconvénients, ni avantages

Les experts doutent de la possibilité d'un "effet domino" et d'un effondrement de la communauté. Même si tous relèvent que les leaders d'absolument tous les pays de la CEI réfléchissent jusqu'à présent à ce qui s'est passé en Géorgie. "Qui se retirera et d'où ?" s'interroge Alexeï Vlassov. »

L'affaire osséto-géorgienne marque aussi l'échec du GUAM, cette alliance parrainée par Washington et qui devait servir de cheval de Troie anti-russe au sein même de la CEI. « En plus de Mikhail Saakashvilli, il y a encore l'Azerbaïdjan, la Moldavie et l'Ukraine. A la différence de l'élite géorgienne, l'élite ukrainienne est divisée, une décision sur le retrait de la CEI serait examinée à la Rada suprême (parlement ukrainien) et il se peut qu'elle ne recueille pas le nombre requis de voix. Chisinau est prêt à un compromis avec la Russie au sujet de la Transnistrie. Quant à l'Azerbaïdjan, inquiet pour ses contrats sur le transport du pétrole par le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan, il craint tellement pour ses positions qu'il n'entreprendra pas non plus d'actions radicales. »

N° SPECIAL « GUERRE DANS LE CAUCASE »

LIVRAISONS D'ARMES UKRAINIENNES A LA GEORGIE : LA RUSSIE INDIGNEE!

ès le début de l'agression géorgienne, la Russie a accusé samedi l'Ukraine orangiste, partenaire pro-occidentale de la Géorgie, d'avoir encouragé Tbilissi à lancer son intervention militaire en Ossétie du Sud. « L'Etat ukrainien a ces derniers temps activement armé les troupes géorgiennes, encourageant en cela les dirigeants géorgiens à procéder à une intervention et à des purges ethniques en Ossétie du Sud », a déclaré le ministère russe des Affaires étrangères.

Le ministre russe des Situations d'urgence Sergueï Choïgou a déclaré ce 13 août qu'il était indigné par les livraisons d'armes en Géorgie effectuées par l'Ukraine, après l'envoi par la Russie d'aide humanitaire dans ce pays touché par des inondations.

« Il y a pratiquement une semaine, un grand convoi d'aide humanitaire russe est parti pour l'Ukraine. Lorsque nous apprenons que l'Ukraine octroie de l'aide militaire pour l'extermination des citoyens russes, on a du mal à comprendre », a indiqué le ministre russe lors d'un duplex Moscou-Vladikavkaz.

Moscou accuse aussi le régime orangiste pro-américain de Kiev d'avoir encouragé la Géorgie à une intervention militaire Le ministère russe des Affaires étrangères (MID) a, dans un commentaire ce 9 août, accusé l'Ukraine d'avoir encouragé la Géorgie à intervenir militairement en Ossétie du Sud et à y procéder à des nettoyages ethniques.

« L'Etat ukrainien qui ces derniers temps n'a cessé d'armer frénétiquement l'armée géorgienne en encourageant par cela ouvertement les dirigeants géorgiens à une intervention militaire et à des nettoyages ethniques en Ossétie du Sud, n'a aucun droit moral de donner des leçons à d'autres et d'autant moins de prétendre à jouer un rôle dans le règlement », rappelle le MID.

En Russie, « on est très étonné par la déclaration de la diplomatie ukrainienne du 8 août au sujet de la tragédie en Ossétie du Sud », souligne le texte du MID.

« Sans exprimer un seul mot de regret face à la mort d'un très grand nombre de civiles et de soldats de paix russes qui, en vertu d'un mandat de la CEI, remplissent leur devoir en vue de régler le conflit (osséto-géorgien), la partie ukrainienne s'est mise à exposer des griefs infondés à l'adresse de la Fédération de Russie », lit-on dans le commentaire du ministère.

Tout cela s'inscrit dans le bradage de l'Ukraine à Washington et à l'OTAN voulu par les orangistes au pouvoir.

Ainsi les Etats-Unis et l'Ukraine intensifieront leur coopération euro-atlantique à la lumière du conflit en Ossétie du Sud (république autoproclamée sur le territoire géorgien), ont déclaré ce 14 août les présidents américain et ukrainien, George W.Bush et Vikor louchtchenko, lors d'un entretien téléphonique.

... Suite en page 12 ...

LA GEORGIE DANS LE « GRAND JEU » : LES DESSOUS DU GRAND ECHIQUIER

... Suite de la page 16 ...

Six mois passés en Yougoslavie ont permis à Saakashvilli de se familiariser avec la méthodologie de la Révolution de velours – encore appelées « révolutions de couleurs » – ; lui et d'autres jeunes politiciens d'Ukraine, de Moldavie, d'Arménie, d'Azerbaïdjan, etc., ont été formés à la « transition démocratique accélérée » dans un centre situé à 70 km de Belgrade.

Un homme paraît détenir une influence particulière en Géorgie : George Soros (qui pour les gogos qui croient à la « gauche américaine » est aussi le parrain du candidat Obama ...).

Le « philanthrope » Soros est le fondateur et le contrôleur de l'Open Society Institute (OSI), une ONG qui fut la pièce maîtresse de la « Révolution des roses » qui a porté Saakashvilli au pouvoir en 2003. Le 23 janvier 2004, au World Economic Forum de Davos, Soros s'est entretenu avec Saakashvilli et l'OSI a annoncé qu'elle allait directement financer la « réforme » du gouvernement géorgien dans le programme conjoint du Programme des Nations Unies pour le développement (UNDP), à l'époque présidé par Mark Malloch Brown, un intime de Soros. Malloch Brown, un ami de Wolfowitz, est aujourd'hui le secrétaire général du ministère des affaires étrangères (Foreign Office ou British Foreign and Commonwealth Office).

Ecoutons Danielle Bleitrach : « George Soros a soutenu financièrement les mouvements étudiants géorgiens et le parti de Saakashvilli II a financé la carrière politique de Saakashvilli depuis le début. Son influence continue aujourd'hui à être grande sur le nouveau gouvernement géorgien. Des ministres de l'actuel gouvernement sont des anciens collaborateurs du financier américain au sein de sa fondation. Un certain nombre de jeunes conseillers de Saakashvilli ont également été formés aux Etats-Unis dans le cadre des échanges universitaires mis en place et gérés par la Fondation privée de Soros. Le gouvernement américain, quant à lui, a doublé son aide économique bilatérale à la Géorgie depuis la révolution. Cette aide annuelle atteint donc aujourd'hui 185 millions de dollars. De plus, la Maison-Blanche est engagée dans un programme de formation des forces spéciales de l'armée géorgienne dans le cadre de la lutte contre le terrorisme islamiste dans la région avec l'aide d'Israël. Les Etats-Unis ont également débloqué de l'argent pour régler la facture énergétique de la Géorgie au lendemain de la révolution de novembre 2003. Il est évident que Soros qui y trouve ses propres intérêts financiers a joué en lien étroit avec la CIA un rôle dans la mainmise directe des Etats-Unis sur cette zone stratégique d'abord sur un plan énergétique, mais pas seulement. »

Georges Soros et de grandes sociétés privées américaines vont même financer les salaires de Saakashvilli et d'autres ministres et dignitaires, sous prétexte de lutter contre la corruption.

Il est facile de démonter les manipulations des « néocons » US, dans les ex-républiques satellites de l'URSS. On peut, aujourd'hui avec du recul, analyser ces « révolutions orange », des pays de l'Est, comme une mainmise des experts en communication américains sur ces trop jeunes démocraties, avec des hommes tout dévoués aux USA qui prennent les commandes et s'empressent de se rallier à l'OTAN et/ou aux USA. Et l'aide de groupuscules de jeunes violents – issus de l'extrême-droite – qui tiennent la Rue et encadrent la population lors des coups de force (Otpor en Serbie, Pora en Ukraine, Kama en Géorgie, etc).

La Russie ne peut que réagir, soutenant des ex alliés pas toujours crédibles, ou réagissant militairement lorsque ses ressortissants, ou intérêts vitaux, sont menacés. De ce fait, c'est la Russie qui apparaît toujours comme « le méchant » de l'histoire.

Mais, assez rapidement, les Géorgiens sont déçus. Une fois en place, Saakashvilli a passé des compromis avec des forces politiques qui avaient exercé le pouvoir dans la Géorgie des années précédentes. La politique du gouvernement suscite un désenchantement croissant, sur fond d'abus de pouvoirs, de scandales judiciaires et de grogne sociale. Des opposants politiques sont assassinés. La croissance et les investissements étrangers ont certes connu une accélération notable en 2004, notamment grâce à la construction du gazoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, mais la population, dont la plupart est au chômage ou sous-employée, n'en a globalement pas senti les effets, d'où un sentiment croissant d'injustice sociale. La soi-disant « Georgie démocratique en pleine expansion » est en réalité un état en faillite économique et sociale, où le niveau de vie stagne très en-dessous de ce qu'il était sous

Sur ces entrefaites, arrivent les élections fin 2007. Saakashvilli est réélu, mais de manière extrêmement douteuse. L'opposition conteste énergiquement les résultats. Les manifestations s'accentuent, réprimées sans ménagement.

Après l'élection, Saakashvilli louait les « nouveaux visages » de l'équipe. Pourtant, à l'annonce de la liste des nouveaux venus et du jeu de chaises musicales en cours, on ne pouvait que chercher ce qu'il y avait de bien nouveau dans le gouvernement de Lado Gourguenidzé. « Il est inquiétant que ces ministres gardent leur poste. Ils sont au cœur de la politique non démocratique que conduit Mikhail Saakashvilli », estime Salomé Zourabichvili, ancienne ministre et figure de proue du lobby français en Géorgie qui pousse ses propres pions (elle est aussi ... une diplomate française, mise en congé pour devenir ministre géorgienne). Très contesté, y compris dans sa légitimité, Saakashvilli va alors axer sa politique sur la mise aux pas des « provinces rebelles ou sécessionnistes ».

Deux Républiques revendiquent leur indépendance en Géorgie :

L'Abkhazie, 250 000 habitants sur un territoire de 8 900 km2. Il y a des enjeux stratégiques : l'Abkhazie est le débouché du Nord-Caucase sur la mer Noire, et elle est toute proche de la ville russe de Sotchi où se tiendront les jeux Olympiques d'hiver de 2014, dont Moscou veut faire une vitrine.

Et l'Ossétie. Suite au conflit géorgiano-ossète entre 1989-1992, on estime qu'il reste encore 70 000 habitants dans la région, dont 35 000 à 40 000 Ossètes et 20 000 à 22 000 Géorgiens. En juin 92, les dirigeants russes, géorgiens et ossètes signent un armistice et conviennent de la création d'une « force de paix » tripartite composée de 500 hommes. En mars 2008, en réaction à la demande – infructueuse – d'adhésion de la Géorgie à l'Otan, le Parlement russe exhorte le Kremlin à reconnaître l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Moscou envoie ensuite des troupes supplémentaires en Ossétie du Sud. A noter qu'il n'y a guère de richesses en Ossétie et pas de passage d'oléoduc, par exemple. L'enjeu y est strictement politique.

Remarquons également que l'Adjarie, une troisième république (pour son malheur enclavée au milieu de la Georgie) a été mise en pas et est devenue une République autonome de Géorgie, et la province la plus riche du pays. Une grave crise en 2004 s'était terminée par le départ du leader Aslan Abachidze, avec l'aide d'une médiation russe.

Et la Russie dans tout cela. La politique menée en Géorgie a du mal à passer : « Tbilissi passe en effet un

accord avec le Pentagone, qui décide de privatiser sa présence militaire en Géorgie en passant un contrat avec des officiers militaires états-uniens à la retraite, afin qu'ils équipent et conseillent l'armée géorgienne. C'est la société états-unienne Cubic qui obtient le contrat de trois ans, pour un montant de 15 millions de dollars. Ce programme prend le relais de la collaboration avec Washington entamée sous Chevardnadzé en 2002, sous couvert de lutte contre le terrorisme. Les conseillers militaires états-uniens se voient également confier comme mission d'améliorer la sécurité du pipeline du BTC. En contrepartie, la Géorgie envoie 500 hommes soutenir les forces d'occupation états-uniennes en Irak. » Powell parle alors d'implanter des bases militaires en Géorgie, ce qui provoque la fureur du Kremlin. Cependant, les négociations continuent, en vue d'évacuer les bases russes en Géorgie.

Tout bascule en septembre 2006 : quatre officiers russes accusés d'espionnage sont arrêtés. Tbilissi voulaitil attirer ainsi l'attention des pays occidentaux afin d'accélérer son intégration à l'Otan? « Le résultat est inverse, explique Mme Zourabichvili. Si l'on veut intégrer l'Alliance [atlantique], il n'est pas nécessaire de s'opposer à la Russie ; cela peut même refroidir l'enthousiasme de certains pays envers l'adhésion de la Géorgie. » La diplomate ajoute que « la manière dont le MND (parti au pouvoir) conçoit son rôle dans la société, l'"éducation" de la jeunesse dans des camps patriotiques, l'instrumentalisation idéologique, tout cela ressemble à un régime totalitaire plutôt que démocratique ». Dès lors. la mauvaise volonté russe va s'accentuer.

En mars 2008, la Russie a levé toutes les restrictions commerciales contre le territoire séparatiste d'Abkhazie. Sous prétexte humanitaire, la Russie a attribué des passeports russes aux Ossètes et aux Abkhazes (ceux-ci ne voulaient pas du passeport géorgien et n'avaient donc plus de passeports pour voyager). Une grande majorité d'habitants de ces provinces sont donc des citoyens russes. « Aujourd'hui, la Russie n'a pas le choix : elle est obligée d'intervenir militairement », estime aussi Fiodor Loukianov, rédacteur en chef de la revue Russia in Global Affairs, affirmant que « refuser de soutenir les Ossètes au moment où ils en ont plus besoin que jamais serait une monstrueuse rupture de confiance ».

A noter que pour le ministre des Affaires étrangères d'Abkhazie, Sergueï Shamba, c'est bel et bien « la déclaration d'indépendance du Kosovo qui a tout changé ». Et c'est en référence directe à ce précédent kosovar que la République séparatiste a voté cette année officiellement une motion réclamant la reconnaissance de son indépendance. Cette déclaration unilatérale du Kosovo, soutenue par les États-unis, apparaît bien comme une « boîte de Pandore ».

La présence de conseillers... israéliens pose aussi problème : l'année dernière, le président géorgien a mandaté plusieurs centaines de conseillers militaires travaillant pour des compagnies privées israéliennes de sécurité – un nombre que l'on estime à plus d'un millier – pour entraîner les forces armées géorgiennes. Tbilissi a également acheté à l'état hébreu des systèmes de renseignement et de sécurité électronique. Ces dernières semaines, Moscou a demandé de façon répétée à Israël de cesser son aide militaire à la Géorgie. Jérusalem a rétorqué que celle-ci était essentiellement « défensive ».

Ces conflits de territoire constituent un facteur de déstabilisation évident. Mais un autre facteur est le rôle que les Etats-Unis et leur allié Israël prétendent faire jouer à la Géorgie. La Géorgie, en effet, pourrait constituer une des pièces du dispositif contre l'Iran autant qu'un des facteurs de démantèlement de l'ex-Union soviétique, voire de la Russie ellement

Cependant, derrière ces conflits ethniques, il y a le Grand jeu pour le contrôle des gazéoducs et oléo-

Saakashvilli, phénomène de propagande », analyse Andreï Fediachine pour RIA Novosti, qui démonte les mensonges de la propagande américaine, dont Saakashvilli n'est que le porte-voix :

« Depuis le 8 août, les chaînes de télévision mondiales, surtout anglo-saxonnes, montrent la principale personnalité du moment : Mikhaïl Saakashvilli, qui fait montre de son anglais impeccable, de son style artistique et de son art de manipuler les faits. Dimanche dernier, j'ai écouté ses interviews données à CNN et à la BBC, ainsi que les discussions au Conseil de sécurité de l'ONU sur l'Ossétie du Sud. Tout cela est consternant. Plus précisément, nous sommes nous-mêmes consternants. Dans le contexte des mensonges répandus par Mikhaïl Saakashvilli (il faut commencer enfin à appeler les choses par leurs noms), notre impulsivité éternelle ne peut que laisser perplexe, d'autant qu'elle nous avait déjà joué plus d'une fois de mauvais tours dans des circonstances

analogues. Mais, comme pour nous faire enrager nous-

mêmes, nous continuons avec obstination à emprunter

des voies où traînent les mêmes râteaux (...)

Le fait que nous perdrions la guerre médiatique autour de l'Ossétie du Sud, face à Mikhaïl Saakashvilli et, naturellement, aux Etats-Unis, était clair à priori. Nous n'avions encore jamais gagné aucune querre médiatique. D'ailleurs, nous ne pouvions par définition gagner une querre médiatique pour les sympathies de l'Europe sur un fait aussi difficile à comprendre en Occident que l'introduction de troupes d'une puissance nucléaire sur le territoire d'un petit Etat voisin. Il ne faut certainement pas céder à la panique. Quoi qu'on dise, les sympathies de l'Europe vont non pas à Saakashvilli, mais aux Géorgiens qui souffrent autant du conflit caucasien que les Ossètes. C'est une habituelle pratique tout à fait humaine que de soutenir le faible contre le fort. Le fait que, dans l'ensemble du monde occidental, seuls les Etats-Unis identifient avec attendrissement Mikhaïl N° SPECIAL « GUERRE DANS LE CAUCASE »

SAAKASHVILLI, LA CREATURE DE LA PROPAGANDE YANKEE

Saakashvilli, la Géorgie et la démocratie est toutefois quelque peu rassurant.

La similitude des « registres » de Saakashvilli, du Département d'Etat et des grands journaux américains est surprenante par leur intensité émotionnelle, et même par leur hystérie et l'absence presque totale de vérification des faits. Dans tous les manuels de manipulation de l'opinion publique, la substitution des faits par des émotions, des sermons et une indignation artificielle sont citées comme les méthodes les plus efficaces. Le fait que toutes les thèses brandies par Saakashvilli et les ministres de son régime, ainsi que par son représentant à l'ONU aient été préparées à l'avance n'est pas étonnant. C'est la pratique habituelle. Mais elles ont été accordées non seulement au niveau du sens, mais aussi en ce qui concerne leur durée « d'iniection » dans les médias. On décèle ici une méthode bien précise et une approche structurelle. Dans la matière qu'on a appelée ces dernières années la « physique sociale » et qui étudie les lois de l'existence et du développement de la société et de l'opinion publique, y compris les méthodes pour influer sur elles, les « gérer », on trouve la notion de « dynamique du seuil ». En deux mots: deux postulats opposés ont un droit de cité presque égal, mais en faisant un certain effort (introduction opportune d'une information, désinformation, actions, réactions, etc.), on peut provoquer une asymétrie et « aider » à surmonter le seuil, en pénétrant dans la conscience de récepteurs déjà prêts à accepter n'importe quel point de vue. Cela ne laisse plus de place à un avis contraire. Mikhaïl Saakashvilli semble avoir réussi en cela.

Il nous a devancés, c'est pourquoi l'examen de la guerre ossète au Conseil de sécurité laisse une étrange impression d'écart total par rapport à l'essence du sujet, en tout cas, de la part du représentant permanent des Etats-Unis. On a l'impression que l'Ossétie du Sud est pour tous, sauf pour la Russie, une sorte de réserve peuplée de tribus sauvages, antidémocratiques qui ne valent même pas la peine d'être mentionnées. Il ne s'agit que de sauver la « révolution des roses » et la démocratie géorgienne, jeune et fragile.

A entendre Mikhaïl Saakashvilli, tout le monde aurait dû se persuader depuis longtemps que ce n'est pas la Géorgie qui a écrasé la petite Ossétie avec ses lance-roquettes multiples Grad, mais que c'est la Russie qui a attaqué la Géorgie par surprise, perfidement, avant le début des Jeux olympiques. Voici les extraits de sa récente interview à CNN. « Les Russes affirment que plus de 2.000 civils ont été tués en Ossétie du Sud. Que pouvez-vous dire à ce suiet ? »

Saakashvilli (avec sarcasme) : « Tskhinval est une minuscule bourgade. Bien avant ce qui s'y est produit, les Russes en ont évacué la majeure partie de la population. Il ne pouvait même pas y rester autant d'habitants ». « Mais on vous accuse d'avoir pilonné la ville et d'avoir fait des victimes parmi la population ». « Nous n'avons pas pilonné la ville. Nous avons été contraints de commencer à tirer en apprenant que les chars russes étaient entrés en Ossétie du Sud, par le nord. Avant cela, j'avais décrété un moratoire sur les tirs. Nous n'avions et nous n'avons pas l'intention de faire la guerre à qui ce soit. Mais, lorsque les Russes ont fait irruption dans notre petit pays épris de liberté, nous avons été contraints de nous défendre. Nous avons déjà abattu 20 avions russes. A présent, ils ont imposé un blocus maritime à la Géorgie et arrêtent les navires transportant des cargaisons humanitaires. Un navire avec à son bord des céréales destinées à la population sinistrée vient d'être arrêté. Une agression cruelle et barbare a été lancée contre notre petit pays ». Celui qui a déclenché cette guerre n'est même pas mentionné. La « dynamique du seuil » a apporté ses fruits.

J'ai toujours estimé que n'importe quel gouvernement de n'importe quel Etat était toujours loin d'être innocent. Chacun a un squelette dans son placard, peut-être même plusieurs. Nous avons battu de tristes records en ce sens. Mais ce que fait aujourd'hui Mikhaïl Saakashvilli dépasse toutes les bornes. Il ne s'agit même plus de l'amoralité politique qui distingue obligatoirement, dans telle ou telle mesure, n'importe quel gouvernement du monde. Mais, au milieu de tout cela, des voix raisonnables retentissent tout de même. « Le président géorgien Mikhaïl Saakashvilli ne se préoccupe pas le moins du monde du sort de ces gens (Ossètes), ce qui le préoccupe le plus, c'est qu'ils résident sur le territoire géorgien. Sinon, il n'aurait pas lancé, dans la nuit du 7 au 8 août, des tirs d'artillerie massifs sur la minuscule ville de Tskhinval, qui n'a jamais compté de cibles militaires, et dont les habitants, comme le disent les Géorgiens eux-mêmes, il ne faut pas l'oublier, sont citoyens de la Géorgie. Il s'agit d'une violation flagrante du droit humanitaire international... Mikhaïl Saakashvilli est connu pour ses flottements entre humeurs belliqueuses et pacifiques, entre démocratie et autocratie. Il a déjà été maintes fois retenu, et littéralement retiré du bord du précipice. Cette foi, il a franchi la limite ». C'est l'avis de Thomas de Waal, de l'Institut de journalisme de guerre et de paix de Londres.

... Suite de la page 14 ...

ducs. Cela concerne le gaz du Turkménistan et les réserves pétrolières d'Azerbaïdian. Selon Debka File. citant des sources militaires israéliennes, « d'intenses négociations ont lieu entre Israël, la Turquie, la Géorgie, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan pour que les pipelines atteignent la Turquie puis, de là, le terminal pétrolier d'Ashkelon et enfin le port d'Eilat, sur la mer Rouge. A partir de là, les supertankers pourront acheminer le gaz vers l'Extrême-Orient à travers l'océan Indien ». Les Américains eux sont actifs depuis longtemps dans cette région en raison des ressources énergétiques de la Caspienne. Ils sont également en train de déplacer leurs bases militaires de l'Europe de l'Ouest vers l'Europe de l'Est et l'Asie centrale, officiellement dans le cadre de leur stratégie de « lutte contre le terrorisme ». Washington envisage notamment d'installer de nouvelles bases en Géorgie ou en Azerbaïdjan. La Géorgie est le véritable verrou stratégique du Caucase car c'est le seul pays qui a un accès à une mer ouverte et qui a une frontière très longue avec le Caucase russe. La Géorgie est un pays-clé pour la stabilité régionale dans le Caucase.

Ouel est donc l'objectif final de cette offensive US ? Encercler la Russie ? S'assurer les sources d'approvisionnement en énergie ? Etendre sa mainmise sur la planète ?

Sans doute, un peu tout cela.

Les immenses réserves gazières et pétrolières de la mer Caspienne ont accru l'importance géostratégique du Caucase, à nouveau au cœur d'un « grand jeu » opposant la Russie et les Etats-Unis. En Transcaucasie, au sud de la ligne de crête, d'anciennes républiques soviétiques comme l'Azerbaïdjan, puissance émergente grâce à ses richesses en hydrocarbures,

et la Géorgie se sont rapprochées des Occidentaux. » La nouvelle phase du Conflit Est-Ouest (car seule la Russie pro-occidentale de l'ère Eltsine a naïvement cru qu'il s'était terminé en 1991) est aussi au cœur du Caucase :

« Derrière cette guerre géorgo-ossète se cache sans doute le premier conflit entre les Etats-Unis et la Russie depuis la fin de l'URSS. « Les Etats-Unis ont certainement donné leur feu vert au déclenchement des frappes géorgiennes », estime Vladimir Jarikhine, le directeur adjoint de l'Institut de la CEI (cercle de pays de l'ex-URSS). Il y voit pour preuve que le Conseil de sécurité de l'ONU, réuni d'urgence dans la nuit de jeudi à vendredi, n'a pas réussi à s'entendre sur une déclaration d'urgence condamnant l'offensive. « La Géorgie ne fait pas le poids et nous allons maintenant installer nos troupes en Ossétie du Sud et en Abkhazie pour défendre leurs frontières », ajoute cet expert exprimant généralement un point de vue proche du pouvoir russe. « Saakashvilli, nuance Fiodor Loukianov, rédacteur en chef de la revue Russia in Foreign Affairs, était sûr que les Etats-Unis seraient obligés de le soutenir, et il lui fallait saisir l'occasion avant le changement d'administration à Washington. » Meilleur allié des Etats-Unis dans la région, Mikhaïl Saakashvilli n'aurait certes pas pu défier la grande Russie sans le soutien financier et militaire que lui ont accordé les Américains depuis son élection en 2004. Remise à niveau par des instructeurs américains, l'armée géorgienne s'est aussi formée au feu en envoyant plusieurs milliers de soldats en Irak et en Afghanistan. L'étape suivante devait être l'intégration de la Géorgie à l'Otan, une provocation suprême pour Moscou, qui explique aussi la grande célérité de la réaction russe... »

N° SPECIAL « GUERRE DANS LE CAUCASE » LA GEORGIE DANS LE « GRAND JEU » :

LES DESSOUS DU GRAND ECHIQUIER



La prostituée géorgienne et son souteneur : les USA derrière l'agression du Régime fasciste de Tbilissi.

août une offensive d'envergure contre la République de l'Ossétie du Sud, dont Tbilissi revendique le territoire.

Après avoir décrété un cessez-le-feu unilatéral le 7 août 2008, accompagné de fortes déclarations apaisantes et proposition de paix, Saakashvilli lance tout juste une heure après une offensive d'enver-

armée géorgienne a lancé vendredi 8

rations apaisantés et proposition de paix, Saakasnvilli lance tout juste une heure après une offensive d'envergure, préparée et organisée. Après que les Géorgiens eurent atteint Tskhinvali, la capitale ossète, les troupes russes contre-attaquent, et rejettent les forces géorgiennes en dehors de l'Ossétie. La déroute géorgienne est totale. La fuite en avant vient sans doute de se terminer

Cette attaque, qui a surpris plus d'un observateur, intervient dans le contexte tourmenté post-URSS de la Géorgie. Quels sont les enjeux derrière cette guerre? Le conflit de la Géorgie ne date pas d'hier. Remontons dans l'Histoire : depuis la chute de l'URSS, les États-Unis cherchent à imposer leur influence dans le Caucase et l'Asie centrale. La région est devenue « le grand échiquier », selon l'expression de l'ancien conseiller national de sécurité états-unien, Zbigniew Brzezinski. Un État de cinq millions d'habiants, coincé entre la Russie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Turquie, est au centre de ces enjeux, la Géorgie. Il s'agit notamment de contrôler les ressources énergétiques du bassin de la Caspienne, et spécialement certains oléoducs, existants ou à venir.

Quand Edouard Chevardnadzé, un proche de Gorbatchev, ancien dignitaire de l'URSS, accède à la présidence de la Géorgie devenue indépendante, les Etats-Unis de Bill Clinton le voient plutôt d'un bon œil. Ils accordent une aide massive à la Géorgie pour développer leur projet de construction d'un oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), qui doit relier

l'Azerbaïdjan à la Turquie. Cet État devient alors le second bénéficiaire de l'aide américaine après Israël. L'intérêt principal du BTC est d'éviter soigneusement la Russie en passant par la Tchétchénie et de contourner l'Iran et l'Arménie.

A ce moment, les Etats-unis ne se contentent plus de contenir l'influence russe, mais cherchent à faire progresser leurs intérêts dans les Républiques de l'ex-URSS, en avançant leurs pions successivement (Ukraine, Ouzbékistan, Azerbaïdjan, Moldavie). En Géorgie, la Russie tente de contrecarrer ces plans en encourageant la résistance dans deux Républiques auto-proclamées: l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie.

En 2003, Chevardnadzé infléchit sa politique jusqu'ici tournée entièrement vers les Etats-Unis, en faveur de la Russie de Poutine, ce qui peut lui permettre de résoudre certaines difficultés avec ces deux Républiques pro-russes.

Il envisage de signer un accord sur des approvisionnements de gaz. Steven Mann, l'envoyé spécial américain pour les affaires de la Caspienne, s'envole pour Tbilissi et avertit Chevardnadzé de ne pas aller plus avant (le même Mann sera présent à l'inauguration du BTC en 2005). Le gouvernement américain est furieux. L'ambassadeur américain, Richard Miles, un drôle de bonhomme, se plaint que « Washington doit être informé de tels accords à l'avance ».

Ancien chouchou de l'administration américaine, y compris sous Bush, Chevardnadzé est lâché. Fortement contesté par des manifestations qui expriment la lassitude de la population notamment envers la corruption endémique, Chevardnadzé démissionne en novembre 2003.

C'est là que nous voyons apparaître Mikhaïl Saakashvilli, leader du Parti national, une formation d'extrême-droite aux relents xénophobes, près de qui Le Pen ou Haider sont de doux philadelphes. Lors de ce qui sera appelé « La révolution des roses » – en fait un coup d'état rampant financé par Washington –, il sera porté au pouvoir par un véritable raz-de-marée électoral (plus de 95 %). Saakashvilli a d'emblée invité la Russie à ne plus s'immiscer dans les affaires intérieures de son pays. Chevardnadzé, qui dit avoir voté pour Saakashvilli qui lui a promis l'immunité, accuse un milliardaire américain, Soros, d'avoir fomenté un coup d'Etat et manipulé Saakashvilli et sa bande.

En effet, Saakashvilli annonce rapidement les futures alliances de son pays en soulignant le « rôle central » de la collaboration avec l'Otan, dans l'extension des « capacités de défense » de la Géorgie. Avant même que les résultats de l'élection présidentielle ne soient annoncés officiellement, Saakashvilli a réitéré l'engagement de faire de la Géorgie un pays « pacifique et prospère » intégré à l'Europe, de lutter contre la corruption et le séparatisme qui sont les principaux maux dont souffre son pays. Cette transformation est guidée par un objectif : l' « occidentalisation ». La Géorgie veut non seulement ressembler aux pays de l'Ouest, mais jouer un rôle central dans ce groupe de nations: « Pour les Occidentaux, nous sommes un partenaire en puissance, et non un petit pays qui quémande leur protection. » Mais la gestion de la Géorgie n'est pas devenue simple pour autant (une centaine d'ethnies sont recensées dont certaines se sont transformées en nationalismes).

Au fil du temps, les réformes s'inspirent de plus en plus d'un modèle néolibéral, et plus particulièrement du modèle américain : déréglementation, réduction de l'administration et des impôts. Par exemple, le pouvoir prévoit de privatiser massivement les universités d'ici à 2010, et de créer des liens plus étroits avec les entreprises et les donateurs privés susceptibles de financer ces établissements. Le secteur de la santé devrait lui aussi passer aux mains de capitaux privés. Plus de 1 800 entreprises ont été privatisées entre 2004 et l'année 2008.

MAIS QUI EST MIKHAÏL SAAKASHVILLI ?

Saakashvilli est diplômé en droit de l'université américaine de Columbia (1994) et titulaire d'un doctorat de sciences juridiques de l'université George Washington (1995). C'est à cette époque qu'il développe de nombreux contacts dans la classe politique américaine;

Le régime Saakashvilli est en fait une opération néo-coloniale, implantée avec des salariés de la politique américaine. 80% des membres du nouveau gouvernement formé par Saakashvilli après son élection triomphale à la présidence de la République en janvier 2004 ont étudié et/ou travaillé aux Etats-Unis ; la plupart d'entre eux pour la Fondation Soros et l'agence américaine d'aide au développement USAID, notoirement très liée au Département d'Etat.

... Suite en page 14 ...

The English edition of the Report of Luc MICHEL over Transdniester
THE "PRIDNESTROVSKAIA MOLDAVSKAIA RESPUBLIKA": BUILDING OF A NEW EUROPEAN STATE AND EXPERIMENT OF DIRECT DEMOCRACY could be download free on: http://www.eode.org/report.htm



L'édition française du Rapport de Luc MICHEL « LA "PRIDNESTROVSKAIA MOLDAVSKAIA RESPUBLIKA": CONSTRUCTION D'UN NOUVEL ETAT EUROPEEN ET EXPERIENCE DE DEMOCRATIE DIRECTE » (l'étude la plus complète publiée à ce jour sur la PMR) est disponible gratuitement en édition digitale sur le Website de l'Ong EODE : www.eode.org/report.htm

